

Ideologies et passions

La presse valaisanne face à la crise
des années trente

par
Yves
Fournier

Introduction

UN PAYS EN CRISE

La gigantesque crise déclenchée en octobre 1929 ravage l'économie mondiale, pourtant florissante, «à la manière d'un ouragan qui ne se déplace pas très vite, mais ravage tout sur son passage»¹. Pourtant, malgré les conséquences planétaires de cette catastrophe, la Suisse fait figure jusqu'en 1932 de véritable oasis². Mais ce sursis sera de brève durée. Dès 1932, la Confédération s'enfonce dans une très inquiétante dépression économique. Alors que certains

pays frappés dès 1929 entament un redressement significatif³, la Suisse enregistre un nombre de chômeurs qui ne cesse d'augmenter pour atteindre 124 000 sans-emploi en janvier 1936⁴.

L'ampleur de la crise appellerait une réaction à la hauteur des inquiétudes du peuple suisse, mais, si le principe d'une lutte efficace contre le fléau semble rapidement acquis, la forme à donner à ces «remèdes» diffère beaucoup et

¹ BERGIER, 1984, p. 251.

² RUFFIEUX, 1974, p. 203.

³ Dès son élection en 1933, le président Roosevelt lutta énergiquement pour redresser l'économie américaine en développant notamment un vaste programme de travaux financés par l'Etat (Tennessee Valley Authority).

⁴ BOUQUET, 1995, p. 108. H.-Ulrich Jost in *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, t. 3, p. 140, précise que le taux moyen de chômage à cette même époque s'élevait à 5%.

suscite aussitôt un débat passionné. Outre les conceptions corporatistes des milieux proches du fascisme, deux courants de pensée distants s'opposent: à une droite traditionnelle se limitant à des interventions ponctuelles sur les secteurs atteints, répond, par des projets audacieux et peu conformistes, une gauche étatiste, inspirée par les théories d'économie politique de Keynes⁵.

Cette bipolarisation idéologique marquée engendre notamment deux votations: le référendum contre la baisse de salaire des fonctionnaires fédéraux en 1933 et l'initiative de crise en 1935. Toutes deux, à leur façon, se devaient d'enrayer l'une des principales conséquences de la crise: le déficit croissant des finances fédérales et la paupérisation toujours plus inquiétante.

L'analyse détaillée de ces deux scrutins devrait nous permettre de mieux cerner et comprendre l'attitude d'un canton bilingue, et parallèlement celle de la Suisse, face à la crise des années trente.

■
⁵ Jost, 1983, t. 3, pp. 142 ss.

CHOIX ET MÉTHODE

Pour appréhender les réactions du Valais face aux votations et problèmes engendrés par la crise, nous avons préféré la presse politique aux archives incomplètes des partis. Bénéficiant d'une situation de quasi-monopole, la presse écrite connut un essor particulier durant la première moitié du vingtième siècle; une sélection de journaux devient ainsi difficile.



Fig. 1
Un échantillon de la presse valaisanne des années trente

De fait, le panel de périodiques devait avant tout se révéler proportionnel aux diverses entités politiques, linguistiques et géographiques du Valais. Si le choix des journaux radicaux et socialistes fut rapidement opéré (un par parti), celui des gazettes conservatrices s'avérait un peu plus délicat. Prenant en compte les diverses tendances du parti majoritaire – comptant près de 70% du Grand Conseil dans les années trente – et leur forte implantation de chaque côté de la Raspille, nous avons finalement retenu deux périodiques conservateurs germanophones et deux autres francophones, portant ainsi à six le nombre des journaux choisis:

– *Le Nouvelliste valaisan*, conservateur «progressiste», Saint-Maurice.

– *La Patrie valaisanne*, conservateur «traditionnel», Sierre.

– *Walliser Bote*, conservateur «traditionnel», Viège.

– *Walliser Volksfreund*, conservateur chrétien-social, Brigue-Naters.

– *Le Confédéré*, radical-libéral, Martigny.

– *Le Peuple valaisan*⁶, socialiste, Lausanne puis La Chaux-de-Fonds.

Avec 33% de périodiques germaniques et 66% de gazettes conservatrices, ce choix reflète

les réelles proportions des différentes entités linguistiques et politiques. Aussi pouvons-nous considérer cet échantillon comme largement représentatif de la presse valaisanne des années trente.

Essentiellement fondée sur la méthode proposée par le professeur Ruffieux dans l'article *Esquisse d'une méthode d'analyse quantitative de la presse dans les campagnes référendaires en Suisse*⁷, cette étude portera sur des articles ayant paru dans les journaux pendant les quatre semaines précédant le vote et les commentaires imprimés durant les huit jours suivant le scrutin. Ainsi, cette démarche nous permettra d'apprécier les qualités du discours politique de cette presse valaisanne et la répercussion de ce dernier sur les résultats de ces deux votations. Le premier des scrutins analysés est consacré à la diminution du traitement des employés de la Confédération. Révélateur de l'attitude de la presse valaisanne face à cette classe sociale, il met plus encore en évidence la réaction de ce canton face à la crise économique qui le frappe dans les années trente. Outre son caractère social et économique, cette votation nous permettra également d'apprécier les relations qui unissent ou opposent ce type de salariés à l'ensemble des travailleurs.

■
⁶ La situation particulièrement difficile de ce parti, obligea ce dernier à changer à plusieurs reprises le titre et le lieu d'impression de son journal durant l'entre-deux-guerres.

⁷ RUFFIEUX, 1968, pp. 461-490.

*La diminution des traitements du personnel
de la Confédération (1933)*

LA LOI ET LE RÉFÉRENDUM

C'est en 1928 que, pour la première fois, les fonctionnaires fédéraux bénéficient d'une loi réglementant leurs salaires. Elle met ainsi fin à un système d'indemnités extraordinaires qui, versées au coup par coup, devaient jusqu'alors compenser le renchérissement du coût de la vie.

Depuis cette date, la conjoncture économique s'est considérablement modifiée. Si la Suisse a relativement bien digéré le premier choc des années 1929-1931, elle ne peut que subir celui de 1931-1932⁸. Le chef du Département des finances, M. Musy, naturellement confronté à de graves problèmes, parle en décembre 1931 pour la première fois de déflation, terme encore peu courant à l'époque⁹. Le déficit de 1932 s'annonçant encore plus grand que celui de 1931, décision est prise de réduire sensiblement les salaires de tous les fonctionnaires fédéraux. Il s'agit avant tout de montrer l'exemple d'une politique de restriction qui passe inévitablement par une rigoureuse compression des dépenses budgétaires de la Confédération¹⁰. Une commission du Conseil national se penche sur ce délicat problème et décide de maintenir le taux de réduction à 10% du salaire mais avec quelques compensations pour les familles nombreuses¹¹. Réunies pour la session d'automne 1932, les Chambres se prononcent à leur tour et limitent cette retenue à 7,5% et pour une durée d'un an et demi. On espère ainsi «pouvoir spéculer sur l'envie qu'inspirent les serviteurs de l'Etat»¹² qui, grâce à leurs revenus réguliers et inchangés, échappent aux restrictions de la crise.

Les nombreuses dissensions survenues lors des débats parlementaires trouvent un écho que le PSS et quelques organisations professionnelles mettent à profit en lançant un référendum. Ainsi, pas moins de 325 622 signatures valables sont récoltées. Cette campagne donne l'occasion au souverain de se prononcer le 28 mai 1933 sur le statut des fonctionnaires.

UNE PRESSE DIVISÉE

Bien que la presse soit très fournie, il convient de souligner d'emblée la forte mobilisation du *Nouvelliste valaisan* qui, à lui seul, réunit plus du tiers des arguments cités. Il compense ainsi le faible engagement du *Confédéré* et du *Walliser Volksfreund* qui n'osent trop s'investir dans un courant de pensée qui les oppose à leurs instances centrales respectives. Signalons enfin que la presse, sans doute plus sensible aux conditions de vie des fonctionnaires fédéraux qu'elle côtoie quotidiennement, traitera essentiellement des employés des deux grandes régies, les PTT et les CFF, quand bien même cette révision concernait l'ensemble des administrations.

LE COMBAT IDÉOLOGIQUE

Les arguments idéologiques se divisent malgré leur petit nombre en deux catégories bien distinctes; ils combattent tour à tour le capitalisme et le socialisme.

⁸ JOST, 1983, t. 3, p. 138.

⁹ Le CONF (*Confédéré*) du 16 mai 1933 précise en effet «que personne ne comprenait encore» la véritable signification de ce mot.

¹⁰ MARTIN, 1980, p. 322.

¹¹ NV (*Nouvelliste valaisan*), 16 mai 1933, *Histoire d'une loi*, L.D.

¹² MARTIN, 1980, p. 322.

Arguments	NV	PA	WB	WV	CONF	PEU
	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
«Salaires des fonctionnaires»	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Arguments idéologiques (11)						
Lutte contre le capitalisme	- -	- -	- -	- -	- 1	- 2
Lutte contre le socialisme	6 -	1 -	1 -	- -	- -	- -
Arguments économiques (37)						
Réduction du déficit de la Confédération	3 -	3 -	3 1	- 1	1 1	- -
Baisse généralisée des salaires (déflation)	2 1	1 1	1 1	- 1	- 2	- 2
Modification du pouvoir d'achat	4 -	1 -	- 1	- 2	- 2	- 2
Arguments sociaux (56)						
Défense des petits fonctionnaires	2 1	2 -	- 1	- 1	- -	- 5
Solidarité entre travailleurs	4 -	4 -	3 1	- 2	- -	- 2
Appréciation du statut de fonctionnaire	14 1	2 -	4 -	- 2	1 3	- 1
Total des arguments: 104	35 3	14 1	12 5	0 9	2 9	0 14

Tableau n° 1: Arguments de la presse valaisanne (28 avril - 28 mai 1933)

Les premières critiques qui condamnent notre système économique rapprochent étrangement le *Confédéré* et le *Peuple valaisan*. L'organe radical publie en effet sous la rubrique «Tribune libre» un article qui ne ménage pas les industriels et leur reproche au contraire leur égoïsme à vouloir cette diminution¹³. Le journal socialiste condamne plus sévèrement encore ceux qu'il considère comme de grands privilégiés, car, en cautionnant un oui le 28 mai, le souverain combattrait les «larges masses populaires peinant dur pour nouer les deux bouts». Léon Nicole¹⁴ qui prend part à cette campagne par le biais du *Peuple valaisan* y ajoute enfin une touche antifasciste:

*Les travailleurs de toutes les conditions doivent se lever comme un seul homme pour marquer par un NON vigoureux leur volonté de résistance à l'esprit de réaction, [...] soufflant actuellement en Suisse*¹⁵.

Fondé sur un sentiment de crainte et de méfiance, un deuxième groupe d'arguments s'insurge contre une acceptation qui, aux yeux des conservateurs¹⁶, apparaît comme une possible ascension du parti socialiste. Le potentiel électoral que représente la masse des fonctionnaires est effectivement important et déjà partiellement acquis aux idées socialistes. Aussi le *Nouvelliste valaisan*, principal instigateur de ce débat, voit-il dans ces mauvais bergers de la gauche de «néfastes démolisseurs» des «fortes vertus ancestrales»¹⁷. Sans doute affligé par la perte d'une partie de cet électorat pour le parti majoritaire en Valais, le chroniqueur saint-mauriard Charles Haegler met en garde les employés d'Etat contre les avances à son goût douteuses du PSS:

*Les espèces de vengeurs que sont les socialistes et qui, ces temps, se présentent à tous sous les vêtements d'agneaux, ne tarderaient pas à se transformer de nouveau en loups dévorants pour la société*¹⁸.

¹³ CONF, 26 mai 1933, *Le nouveau projet de loi*, (rubrique «Tribune libre»).

¹⁴ Les éditorialistes du PEU (*Peuple valaisan*) sont souvent des ressortissants d'autres cantons comme Léon Nicole ou P. Golay.

¹⁵ PEU, 26 mai 1933, *NON*, L.N. (Léon Nicole). L'auteur use d'un grand nombre d'expressions propres à la presse de gauche: «fascisme grimaçant», «banquiers pilliers de deniers publics», «discours du matamore Musy»...

¹⁶ Le WV (*Walliser Volksfreund*), optant pour un point de vue chrétien-social, n'est pas à associer à ces derniers.

¹⁷ NV, 24 mai 1933, *Solidarité helvétique*, V. (rubrique «On nous écrit»).

¹⁸ NV, 25/26 mai 1933, *Leur adhésion*, Ch. Saint-Maurice. De son vrai nom Charles Haegler, il fonda le *Nouvelliste valaisan*. Député du district de Saint-Maurice de 1921 à 1945, il fut également préfet du même district de 1935 à 1949.

Le *Walliser Bote*, reproduisant le mot d'ordre du PCPS¹⁹, craint à son tour qu'une acceptation ne crée un Etat dans l'Etat:

*Heute soll dem Staat selbst der Meister gezeigt werden. In scheinbar demokratischer Form strebt man die Oberhoheit der roten Personalverbände über den Staat und seine obersten Behörden an!*²⁰

Charles Haegler n'est pas en reste. Après avoir lui-même abusé du vocabulaire inquisiteur dans le domaine de la lutte contre le marxisme, il reproche aux socialistes l'usage de toute la logomachie habituelle²¹. Rejoint par le correspondant bernois²² de son journal, il leur en veut d'avoir ainsi «catéchisé» les employés de la Confédération pour en faire des adversaires résolus de cette modification. Enfin, cette phobie des contempteurs du régime est fort bien synthétisée par l'éditorialiste agaonais:

*On arrête malaisément une épidémie de typhus, de vérole noire ou de choléra, mais contre l'empoisonnement des consciences et des mentalités, il n'est point de mesures préventrices*²³.

BUDGET FÉDÉRAL ET BAISSÉ DES SALAIRES

Les arguments économiques, qui représentent près de la moitié de toutes les idées émises, revêtent une importance particulière. Ceux-ci feront en effet régulièrement allusion aux difficultés financières de ces temps de crise, nous rappelant ainsi les mobiles qui ont contraint le Conseil fédéral à envisager ces réductions budgétaires.

La première préoccupation des défenseurs de cet abaissement salarial est de rééquilibrer les budgets de ces gigantesques entreprises. Car, comme le souligne le conseiller fédéral Pilet-Golaz dans la *Patrie valaisanne*, cela fait plus de 20 ans que les chemins de fer fédéraux sont chroniquement déficitaires²⁴. Cet avis est également défendu par le *Walliser Bote* qui envisage l'exercice 1933 avec anxiété:

*Die finanzielle Lage der Bundesbahnen ist besorgniserregend. Die Ausgaben müssen eingeschränkt werden, sonst wird die vermehrte Heranziehung des Steuerzahlers unvermeidlich sein*²⁵.

Cette situation alarmante et synonyme, pour beaucoup, d'effondrement du crédit national et du franc suisse doit être enrayée sans délai car la seule dette des CFF s'élève, selon l'organe radical, à 3 milliards de francs. Comme le rappelle le conseiller fédéral Pilet-Golaz, il est primordial d'agir sur les salaires puisqu'ils représentent plus du 70% des dépenses des régies fédérales²⁶. L'économie ainsi réalisée devrait s'élever à 36 millions pour les 18 mois envisagés. Pour leur part, les opposants à ces mesures restrictives estiment que l'administration a déjà subi une très sérieuse rationalisation en personnel et en salaires²⁷ et que si des économies doivent sanctionner les finances fédérales il serait bon, comme le souligne le *Walliser Bote*, de songer à d'autres domaines: *Der Bund soll übrigens seine Ersparungen da machen, [...] wo es sich leicht machen lässt, wie beim Militär, durch Vorsicht bei Kapitalanlagen, vernünftiger und sparsamere Verteilung der Bundesgelder usw.*²⁸

Toujours en faveur du rejet, un deuxième groupe d'arguments est cité pour combattre la déflation. A l'image du *Peuple valaisan*, la majorité de la presse du canton craint, en effet, que cette mesure ne résolve pas les problèmes de mévente²⁹. Si l'exemple de l'Allemagne déflationniste est souvent mentionné comme la voie à éviter à tout prix³⁰, celui de la France inflationniste ne fait pas plus d'envieux³¹.

Une sensible baisse des salaires serait synonyme selon les camarades de Léon Nicole d'une diminution des «secours de chômage»³². Mais ce qui est le plus généralement redouté se situe au niveau des répercussions de cette loi. Influencé par les déclarations de l'association des entrepreneurs, le *Confédéré* envisage une adaptation des rémunérations dans le bâtiment puis dans

■
19 Parti conservateur populaire suisse (PCPS).

20 WB (*Walliser Bote*), 24 mai 1933, *Zur eidgen. Volksabstimmung vom 28. Mai*, PCPS, Dr Guntli: Président, Nat. Rat, Dr Cavelti: Sekretär.

21 NV, 27 mai 1933, *Devant l'Urne*, Ch. Saint-Maurice.

22 Cet article est en effet daté de Berne et porte les initiales L.D.

23 NV, 25/26 mai 1933, *Leur adhésion*, Ch. Saint-Maurice.

24 PA (*Patrie valaisanne*), 27 mai 1933, M. le conseiller fédéral Pilet-Golaz à Sion. Le chef du Département des postes et chemins de fer avait été invité par la Chambre valaisanne de Commerce, présidée par M. Walter Perrig.

25 WB, 27 mai 1933, *Zur Abstimmung vom 28. Mai*.

26 PA, 27 mai 1933, M. le conseiller fédéral Pilet-Golaz à Sion.

27 CONF, 23 mai 1933, *Baisse des salaires et concurrence des autos*. Sur un total de dépenses de 279 millions, cet article estime les frais salariaux réels à 176,9 millions contre 221 dans la PA.

28 WB, 27 mai 1933, *Die Abstimmung vom 28. Mai*.

29 PEU, 26 mai 1933, *NON*, L.N. (Léon Nicole).

30 PEU, 19 mai 1933, *Ce que disent les chômeurs*, C.S. L'auteur en profite pour signaler son aversion pour le régime allemand.

31 PA, 27 mai 1933, M. le conseiller fédéral Pilet-Golaz à Sion.

32 PEU, 19 mai 1933, *Ce que disent les chômeurs*, C.S.

les administrations cantonales³³. Dès lors cette déflation chère au chef du Département des finances pourrait rejoindre le scénario du film de propagande des «Neinsäger»: l'argent retiré du marché entraverait le commerce puis bloquerait l'ensemble de l'économie³⁴. La mise en garde du *Walliser Bote* est on ne peut plus claire:

*Passt auf! Lohnabbau des Bundespersonals wird das Signal zum Abbau in allen Betrieben sein!*³⁵

La presse francophone conservatrice n'est pas convaincue du rôle néfaste de ces incidences. A l'image de Charles Saint-Maurice, elle n'y croit pas et combat énergiquement ce qu'elle définit régulièrement comme un «hypnotisme moral»: *La mauvaise foi est poussée si loin que l'on essaie de carder la laine des fonctionnaires cantonaux, communaux et des salariés des industries privées en leur annonçant que l'adoption de la loi serait le signal d'une baisse générale dont ils auraient [...] à pâtir*³⁶. Cette allusion est aussitôt contredite par le *Peuple valaisan* qui, faisant une nouvelle fois allusion à l'Allemagne, envisage comme corollaire de cette réduction une forte poussée du chômage et surtout une très sensible baisse du pouvoir d'achat³⁷. Le *Confédéré* qui partage ces préoccupations n'envisage pas de réduction du coût de la vie sans une «symphonie d'efforts»³⁸. Mais cette solidarité ne lui paraît pas réalisée par cette loi qui ne touche, initialement du moins, qu'une catégorie de la population. De plus, cette dernière devrait supporter des privations allant bien au-delà du pourcentage de base:

*[...] loyer, impôts, médecin, devront toujours être payés comme jusqu'ici et [...] ce n'est que sur l'autre partie des dépenses, les produits alimentaires, vêtements, etc., que l'employé devra économiser pour que son budget corresponde au salaire réduit*³⁹.

Le niveau de vie des paysans pourrait également être affecté par ce projet. Le *Walliser Bote* met en garde les éleveurs valaisans⁴⁰ contre des répercussions qui les priveraient de leurs clients

fonctionnaires⁴¹. Plus cynique, l'autre périodique germanophone résume en une seule question les appréhensions qu'a pu susciter cette éventuelle modification du pouvoir d'achat:

*Willst du noch tiefer ins Elend hineinwaten und deine Familie mit dir ziehen?*⁴²

L'analyse est tout autre dans les colonnes de la presse conservatrice du Bas-Valais. Cette légère diminution n'est pour elle qu'un petit sacrifice qui ne devrait en aucun cas modifier ostensiblement le budget des agents de la Confédération⁴³. Le coût de la vie pourrait par contre grimper dangereusement si le peuple refusait cette proposition. En effet, Berne serait dans ce cas condamnée à réduire ses subventions qui, selon la *Patrie valaisanne*, jouent un rôle considérable:

*Nous en touchons pour cinq millions par an environ. Va-t-on, en refusant la loi, obliger l'Etat à nous couper ces ressources qui nous sont indispensables? Le développement du canton va-t-il être entravé subitement?*⁴⁴

Enfin, pour mieux souligner encore les risques financiers d'un refus, la Chambre de commerce n'hésite pas à promettre un remède plus impopulaire encore: un nouvel impôt fédéral direct, conséquence inéluctable, selon elle, d'un vote négatif le 28 mai⁴⁵.

FONCTIONNAIRES: PRIVILÉGIÉS OU PROFITEURS ?

Les arguments sociaux, parmi lesquels l'appréciation du statut de fonctionnaire nous occupera plus particulièrement, représentent plus de la moitié des idées énoncées et sont naturellement présents dans l'ensemble des journaux choisis.

Un premier groupe se préoccupe de la place tenue par les petits fonctionnaires. Les périodiques francophones de la majorité⁴⁶ sont peu sensibles à leur sort. Prétendant que ces derniers ont bénéficié d'augmentations substantielles dès l'après-guerre, ils sont loin de les

³³ CONF, 23 mai 1933, La votation du 28 mai, R.

³⁴ Une description détaillée et commentée trouve place dans le NV du 21/22 mai 1933. Cet article intitulé *Une théorie filmée et signée L.D.* critique ce que l'auteur appelle une «théorie du pouvoir d'achat cousue de fil blanc».

³⁵ WB, 27 mai 1933, Die Abstimmung vom 28. Mai.

³⁶ NV, 27 mai 1933, Devant l'Urne, Ch. Saint-Maurice.

³⁷ PEU, 19 mai 1933, Ce que disent les chômeurs, C.S.

³⁸ CONF, 26 mai 1933, Le nouveau projet de loi, (rubrique «Tribune libre»).

³⁹ Ibidem.

⁴⁰ Le PEU du 26 mai a également exploité cet argument, mais sous forme d'un dessin reproduit ci-après.

⁴¹ WB, 27 mai 1933, Die Abstimmung vom 28. Mai. L'auteur de cet article pose la question suivante: «Haben dir nicht gerade die sog. Angestellten sehr oft deine Produkte abgelauff?».

⁴² WV, 26 mai 1933, Arbeiter!, (Einges.).

⁴³ NV, 23 mai 1933, Mise en garde adressée aux fonctionnaires fédéraux.

⁴⁴ PA, 25 mai 1933, Un point de vue qui intéresse spécialement le Valais.

plaindre allant même jusqu'à dire que cette classe d'employés fait plus envie que pitié⁴⁷. Le *Peuple valaisan* qui redouble d'ardeur pour la défense des petits revenus, s'insurge contre une acceptation synonyme de lutte contre les gros salaires:

[...] *il serait profondément injuste et immoral de toucher à ceux qui n'ont que des ressources à peine suffisantes pour atteindre les gros fonctionnaires vivant dans l'aisance*⁴⁸.

Aux yeux des socialistes, cette loi pénalise ceux qui sont déjà marqués par des conditions de

travail précaires. Horaires de nuit et déplacements privent en effet souvent les petits fonctionnaires des CFF d'une «vie normale et régulière»⁴⁹. L'acharnement à vouloir pénaliser les plus démunis leur suggère cette phrase un brin vindicative:

*On s'attaque au nécessaire des uns pour ne pas avoir à prendre du superflu des autres. [...] En définitive, ce sont toujours les petits qui seuls sont les tondus*⁵⁰.



— Que faut-il que je fasse de toute cette volaille, mes amis ? Personne n'en veut. C'est à croire que les gens ne mangent plus rien !

— Voilà, père Abran : les patrons ont baissé les salaires, beaucoup d'ouvriers sont au chômage, et si le vote de dimanche baisse les salaires des cheminots et des postiers, ce sera la dégringolade définitive. Nous serons tous plus pauvres que Job. Il n'y aura que les banquiers qui rigoleront.

⁴⁵ NV, 24 mai 1933, *La Chambre de commerce et la votation du 28 mai*.

Cette appellation regroupe en fait l'organe directeur de la Fédération valaisanne du commerce, de l'industrie et de l'agriculture.

⁴⁶ Le parti conservateur peut compter sur une confortable majorité en Valais. En 1933, ce parti occupe plus de 70% des sièges du Grand Conseil.

⁴⁷ NV, 20 mai 1933, *Comparaisons de traitements Partisans de la loi*.

⁴⁸ PEU, 26 mai 1933, *NON*, L.N. (Léon Nicole).

⁴⁹ *Ibidem*.

⁵⁰ Cette citation est tirée de deux numéros différents du PEU. La première signée C.S. est datée du 19 mai alors que la deuxième parue 7 jours plus tard porte les initiales de Léon Nicole.

Le *Walliser Volksfreund*, dont la position est proche des chrétiens-sociaux alémaniques, s'attarde, pour sa part, sur le pourcentage qu'il juge franchement inéquitable:

*Der Gramper mit seinem kleinen Taglohn soll prozehntual gleichviel einbüßen wie der fettbesoldete Oberbeamte*⁵¹.

Ce débat sur les petits salaires est envenimé par la *Patrie valaisanne* qui ne se laisse pas émouvoir par les 6000 employés ne gagnant pas 3000 francs annuellement. Ils sont tous, d'après ses renseignements, en formation, temporaires ou célibataires. Ces affirmations qui, du côté des «Neinsäger», sont qualifiées de gratuites et inexacts amènent le journal de M. Petrig⁵² à préciser qu'un grand nombre d'employés d'Etat font partie de cette classe de traitement. Prenant leur défense, il synthétise cette farouche volonté de les défendre: *Der kleine, der ohnehin schon kaum das Nötige zum Leben verdient, soll vom Abbau weniger hart betroffen werden als jener, der verhältnismässig gut besoldet ist*⁵³.

Essentiellement cités par les défenseurs de cette loi, les arguments faisant état de solidarité veulent le plus souvent faire passer les employés de la Confédération pour des favorisés. A l'image du *Nouvelliste valaisan* et de la *Patrie valaisanne*, on ne veut pas cautionner le maintien d'une catégorie d'exception, insensible à la crise⁵⁴. Alors que tous les domaines économiques sont atteints, il serait du devoir de ces salariés d'accéder à ce «minime sacrifice»⁵⁵. Mais le périodique de Charles Haegler ne croit pas ces gens capables d'une telle solidarité:

Ce serait, selon les fonctionnaires, à ceux qui ont déjà souffert du marasme, à faire tous les frais du redressement final. [...] Pour trop [d'entre eux], l'antique solidarité helvétique Un pour tous, tous pour un paraît n'être qu'un vain mot⁵⁶.

Ce sentiment qui leur permettrait de venir indirectement en aide à ceux qui sont dans le besoin est également souligné par le *Peuple valaisan*. Utilisé cette fois pour défendre les

ouvriers et les employés des régies nationales, l'argument socialiste mentionne que ce mouvement de générosité n'a pas attendu le 28 mai pour se manifester⁵⁷. Un certain pourcentage des salaires versés par l'Etat central est en effet déjà retenu et versé aux chômeurs en fin de droit. A la veille du scrutin, le *Walliser Volksfreund* rappelle encore au grand nombre de paysans que les employés fédéraux sont également des clients et qu'il vaudrait mieux se réjouir de leur situation plutôt que de la combattre⁵⁸. Ce véritable sentiment de solidarité cité une dernière fois par le périodique viégeois pourrait figurer comme légende du dessin⁵⁹ du *Peuple valaisan* reproduit ci-contre:

*Wir wollen weder den eidgenössischen Angestellten noch uns ins Fleisch schneiden und stimmen Nein*⁶⁰.

Volontairement incluse dans cette rubrique sociale, l'appréciation du statut des fonctionnaires met en évidence les deux tendances exprimées jusqu'ici. Les adversaires de la loi, nettement moins présents dans cette subdivision, insistent sur le fait que ces postes qui peuvent paraître aujourd'hui enviables ont été longtemps sous-payés. Les «Neinsäger», le *Confédéré* en tête, fustigent l'attitude des détracteurs qui dans les brochures de propagande rendent les employés d'Etat responsables de tous les maux⁶¹. L'organe radical, au contraire de ses concurrents francophones, prend la défense de ceux que l'on a trop souvent traités de privilégiés, de «pelés» ou de «galeux»⁶²:

*On a si longtemps mangé du fonctionnaire que n'importe quel «tocson» se présentant à un guichet de la poste, des CFF et de la douane se croit maintenant permis de vous demander des comptes et de vous dire: «C'est nous qu'on vous paie.»*⁶³

Le *Nouvelliste valaisan* estime, pour sa part, que ces derniers pourraient reconquérir l'estime générale s'ils accédaient à cette légère baisse et se rapprochaient de ce qui, il y a quelques années encore, les contentait pleinement. Ces salaires trop élevés sont associés à une «mesure

⁵¹ WB, 27 mai 1933, *Die Abstimmung vom 28. Mai*.

⁵² Né de l'opposition à la tendance dure du conservatisme haut-valaisan, le *Walliser Volksfreund* fut porté sur les fonds baptismaux par le conseiller national et conseiller d'Etat Viktor Petrig en 1922. Il représentait l'aile chrétienne-sociale d'outre-Raspille.

⁵³ WV, 26 mai 1933, *Zur Abstimmung vom 28. Mai*.

⁵⁴ PA, 25 mai 1933, *Aux agriculteurs romands*, Ad. Audeoud, président de la Fédération des Sociétés d'agriculture de la Suisse romande.

⁵⁵ PA, 27 mai 1933, *M. le conseiller fédéral Pilet-Golaz à Sion*.

⁵⁶ NV, 24 mai 1933, *Solidarité helvétique*, V. (rubrique «On nous écrit»).

⁵⁷ PEU, 19 mai 1933, *Ce que disent les chômeurs*, C.S.

⁵⁸ Ces arguments sont présents dans les deux articles parus dans le WV du 26 mai sous les titres *Zur Abstimmung vom 28. Mai* et *Arbeiter!*

⁵⁹ Ce dessin aux proportions révélatrices (150 x 180 mm) est paru dans le PEU du 19 mai 1933.

⁶⁰ WB, 27 mai 1933, *Die Abstimmung vom 28. Mai*.

⁶¹ CONF, 26 mai 1933, *Le nouveau projet de loi*, (rubrique «Tribune libre»).

⁶² CONF, 20 mai 1933, *Le 28 mai, comparaisons de traitements*, R.

⁶³ CONF, 23 mai 1933, *La votation du 28 mai*, R.

TOUS !

SOLIDAIRES !



Fig. 4
La solidarité entre professions, Peuple valaisan, 12 mai 1933

anti-sociale»⁶⁴ qui ne préserve qu'une catégorie de la population. Le journal aigaunois, toujours lui, poursuit sa croisade contre les employés de la Confédération à qui il reproche un statut qu'aucun autre pays d'Europe ne leur accorde:

*Une baisse générale de 7,5% [...] ne mettra aucun fonctionnaire fédéral sur le fameux radeau de la Méduse où les naufragés – des malheureux ceux-là – mouraient de faim*⁶⁵. Le coût de la vie ayant baissé de 18% depuis 1928, cette diminution de 7,5% se solde malgré tout, selon les chiffres des défenseurs

du projet par un bonus de 10,5%⁶⁶. Ce moyen de rendre la loi acceptable pour tous est encore renforcé par le maintien des indemnités de résidence et l'augmentation des allocations familiales. Essentiellement conservatrice, cette presse jalouse les prérogatives que sont les billets de transport à tarif spécial, l'habillement et même l'achat de certaines denrées à prix réduits. Le sacrifice demandé n'est pas, selon elle, disproportionné, car ces avantages de fonction et les revenus accessoires, estimés à 1200 francs par an, devraient éviter à cette catégorie de «prendre la soupe dans les hospices»⁶⁷.

Cette véritable levée de boucliers contre une classe considérée comme favorisée en ces temps de crise se concrétise une dernière fois dans le *Nouvelliste valaisan* qui ne craint pas d'y glisser ce sentiment sous-jacent de jalousie: *La nation, le commerce, l'industrie et notre épicier en ont assez de se saigner aux quatre veines pour des privilégiés. Ils voteront OUI le 28 mai*⁶⁸.

⁶⁴ NV, 27 mai 1933, Une journée décisive sera celle du 28 mai, R. Furrer, directeur général de l'Administration des postes et télégraphes.

⁶⁵ NV, 24 mai 1933, *Le Sacrifice*, Ch. Saint-Maurice.

⁶⁶ NV, 8 mai 1933, *Psychologie du fonctionnaire*, L.D.

⁶⁷ NV, 27 mai 1933, *Devant l'Urne*, Ch. Saint-Maurice.

⁶⁸ NV, 21/22 mai 1933, *Une théorie animée*, L.D.

⁶⁹ Ceci peut être considéré comme valable pour la PA, le WB et le NV alors que la deuxième catégorie regroupe le CONF et le WV, tous deux en désaccord avec respectivement le PRDS et le PCPS.

Trentième année, N° 124.

Nouvelli

Jou

St-Maur

PRIX DES ANNONCES		Remarque: regard par PUBLICITES	
Valeurs et de Bon à Villeneuve	10	à St. Maurice, Sion, Martigny, Lausanne et	
Suisse	15	autres villes, ainsi qu'en Suisse de	
Étranger	20	Nouvelliste, de Martigny, Villeneuve	
Méditerranée	25	Compte de chèques post. N° 874	
Arabie	30		

Notre Bulletin de vote

Acceptez-vous la loi fédérale du 18 décembre 1932 réduisant temporairement les traitements et salaires des personnes au service de la Confédération ?

Oui

Devant l'Urne

C'est plus fort que nous. Il nous est impossible de croire à la sincérité des auteurs de certaines brochures qui combattent la loi d'adaptation des salaires des fonctionnaires fédéraux.

Nous croisons volontiers à celle des petits employés qui ont subi, depuis quelques mois, un fort bourrage de crânes. Dans ce domaine, comme dans bien d'autres, une sorte d'hypnotisme moral finit par faire avaler aux gens simples les plus grosses pilules.

pharmacien, le secrétariat de l'Union Suisse des paysans que l'on abhorrait et que l'on vouait à tous les diables de l'enfer, il n'y a pas six mois.

Il est peu probable que le paysan, le commerçant et l'ouvrier se laissent engluier à ces fils.

Chat échaudé craint l'eau froide. Tout le monde sait qu'une catégorie du personnel fédéral ne passe pas précisément pour un client du commerce local. Cette catégorie-là achète beaucoup au dehors. La solidarité n'est agitée qu'au moment où elle peut servir.

Cette évolution serait même amusante si elle ne se produisait pas à une époque très triste.

On peut apprécier beaucoup le travail accompli, du haut au bas de l'échelle, par nos fonctionnaires — c'est notre cas — et estimer qu'un petit sacrifice, qui, en soi, n'en est même pas un, devrait être accepté patriotiquement par eux à une heure où tant de gens se demandent s'ils auront seulement à manger le lendemain.

Nous savons, d'ailleurs, que plu-

UN VALAIS PEU SOUCIEUX DU SECTEUR PUBLIC

Les titres marquant le verdict sont peu révélateurs de l'état d'esprit de la presse de ce canton. Seul le *Peuple valaisan* étale en grandes lettres le mot victorieux. Les autres périodiques sont plutôt embarrassés, car ou bien le verdict ne correspond pas à leurs espérances⁶⁹ ou bien il va alors à l'encontre des mots d'ordre du parti central.

Bien que sensiblement inférieure à la moyenne suisse, la participation valaisanne à ce scrutin — près de 70% — a suivi l'engagement intensif de la presse. Globalement, les Confédérés ont refusé de diminuer le salaire de leurs employés même si 11 cantons, parmi lesquels le Valais, ont avoué une majorité d'acceptants. Les pourcentages attribués aux groupes confessionnels ou linguistiques ne revêtent pas un caractère fiable, car chacune de ces

Fig. 5
Bulletin de vote du Nouvelliste valaisan, 27 mai 1933

subdivisions compte de nombreuses exceptions. Toutefois, il est intéressant de relever que les villes suisses de plus de 10 000 habitants ont rejeté cette proposition par deux contre un alors que la Suisse rurale rend un verdict très nuancé de 49,9% de oui. On note enfin une différence de résultat entre le Haut et le Bas-Valais qui ne peut être qualifiée de significative. Car, si la région d'outre-Raspille a repoussé cette augmentation, elle le doit essentiellement à la performance du district de Brigue. Sans celui-ci, le pourcentage serait proche de celui des francophones qui ont accepté cette loi par près de 60%.

L'analyse détaillée du tableau ci-dessous met d'emblée en exergue trois districts qui ont nettement refusé cette loi. Si le cas de Sion ne peut s'expliquer que par sa forte proportion d'employés cantonaux soucieux de se prémunir contre pareilles diminutions, celui de Brigue et Viège est le fruit de considérations politiques et salariales. Le résultat de la ville des Stockalper n'est en réalité qu'une traduction chiffrée de l'influence du député socialiste Karl Dellberg⁷⁰, lui-même buraliste

postal⁷¹. Pour sa part, la bourgade viégeoise subit l'influence du *Walliser Volksfreund* dont la campagne sans équivoque est le fruit d'un autre ténor du monde politique rhodanien: le conseiller national chrétien-social Viktor Petrig. Mais dans ce district, le résultat obtenu est également le reflet de l'apport prépondérant des quelque 900 ouvriers de l'industrie de Lonza AG⁷² qui, craignant sans doute pour leurs propres revenus, ont soutenu leurs collègues mensualisés. A l'autre extrême, les habitants de l'Entremont ont pour une fois ravi la place généralement détenue par Conches. Avec plus de 80% de oui, ce district essentiellement agricole a fait siennes les convictions du *Nouvel-liste valaisan*, corroborant ainsi l'affirmation selon laquelle il ne faisait pas bon être fonctionnaire au «Pays des Dranses» dans les années trente.

Les autres districts, dont une partie avait eu en d'autres occasions des positions beaucoup plus progressistes en matière sociale, se sont entêtés à cautionner cette réduction de salaire, désavouant ainsi la volonté populaire suisse.

■ Karl Dellberg sera conseiller national de 1935 à 1947 et de 1951 à 1971.

⁷¹ JEANNERET, 1983, précise que le «Vieux Lion» (1886-1978) a occupé cette fonction jusqu'en 1933, date à laquelle il fut frappé d'un «interdit professionnel».

⁷² GRICHTING, 1990, p. 89.

% non

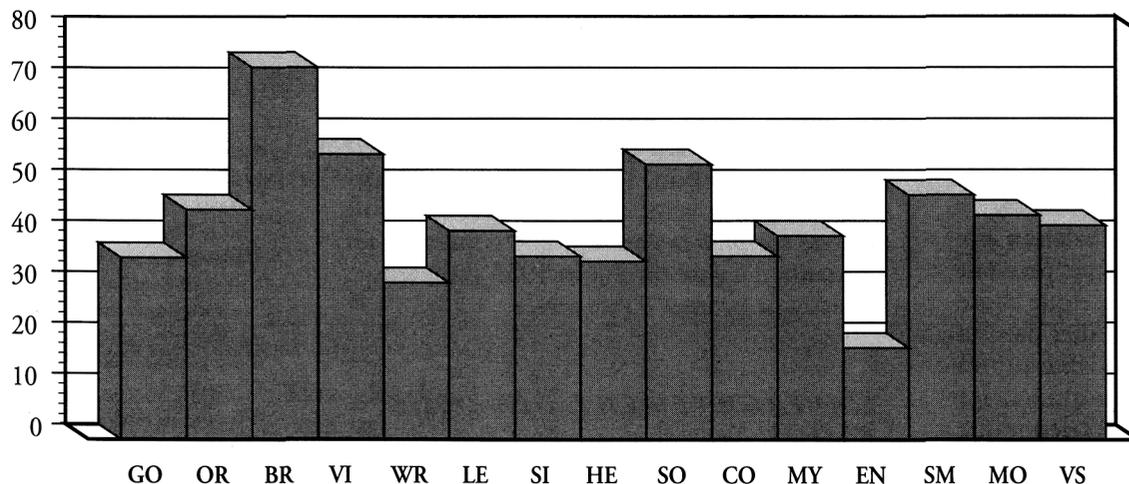


Tableau n° 2: Votations 28 mai 1933: Salaires des fonctionnaires fédéraux

L'initiative de crise (1935)

Toujours en proie à de graves problèmes économiques, la Suisse vit une très intense campagne de presse et un scrutin mémorable en 1935. Suscitée dans les milieux de gauche par l'inquiétude croissante de la population face au chômage, l'initiative de crise engendre un débat très houleux où partisans et opposants s'affrontent à coups d'arguments idéologiques et économiques.

*UN RECORD: 334 000 SIGNATURES*⁷³

La Suisse qui subit les contrecoups de l'effondrement du commerce mondial dès 1931 est profondément divisée quant aux remèdes à adopter pour enrayer ce mal. Face aux milieux libéraux partisans de la seule déflation⁷⁴ chère à Jean-Marie Musy, chef des finances, la gauche helvétique entend bien imposer sa vision des choses, très proche de l'économie planifiée. Inspirée par les thèses du belge Henrik de Man⁷⁵, cette solution trouve rapidement des adeptes tant dans les membres du PSS et de l'USS que dans des organisations professionnelles comme celle des employés de la Confédération⁷⁶.

Ainsi que le redoute le conseiller valaisan aux Etats Evéquois, bien des électeurs peuvent penser qu'il vaut mieux essayer quelque chose de nouveau plutôt que de continuer dans la misère⁷⁷. Forts du succès du planisme auprès des citoyens désemparés ou inquiets, les «socialo-syndicalistes», comme les dénomme Pierre Béguin⁷⁸, lancent une initiative dite de crise en juin 1934⁷⁹.

Ce texte reprend de façon tempérée les postulats visant à socialiser l'économie. Le but

premier étant «d'assurer des conditions d'existence suffisantes à tous les citoyens suisses», la Confédération doit notamment veiller à protéger les salaires, à dégrever les paysans surendettés, à garantir une assurance chômage et à réglementer le marché financier. Ces différentes obligations sont complétées par cinq articles qui en règlent les modalités. Parmi ces dernières, on note que l'Etat central, maître d'œuvre de ces réalisations, peut faire appel aux cantons et déroger au principe de la liberté de commerce. Enfin, dernière clause de ce projet, la durée de validité est limitée à une période de cinq ans, renouvelable une fois, soit au maximum dix ans⁸⁰.

Les perspectives sont pour le moins alléchantes et concernent de surcroît une très large frange de la population puisque sont aussi bien visés les intérêts du paysan que ceux de l'ouvrier et de l'artisan. Ainsi présentée, cette initiative a toutes les chances d'aboutir, mais le résultat est sans conteste au-dessus des espérances les plus optimistes. Après quelques mois de campagne, on enregistre un nombre record de signatures⁸¹. Ce ne sont en effet pas moins de 334 699 citoyens qui apportent leur soutien à cette proposition. Le processus est particulièrement bien lancé et le Conseil fédéral doit mettre sur pied la votation que requièrent les initiants. La date du 2 juin 1935 est retenue. La bataille promet d'être serrée.

L'AFFRONTEMENT DES DEUX BLOCS

Ce projet au caractère novateur pour certains ou franchement révolutionnaire pour d'autres ne va pas manquer de susciter de fort nombreuses

⁷³ Le chiffre exact est de 334 699 signatures.

⁷⁴ MARTIN, 1980, p. 322. L'auteur définit ce terme comme une politique de restrictions, une rigoureuse compression des dépenses budgétaires et d'austérité généralisée.

⁷⁵ RUFFIEUX, 1974, p. 214.

⁷⁶ Le WB du 17 mai 1935 dans son article intitulé *Der Sinn der Kriseninitiative* attribue le lancement de cette initiative au «schweiz. Gewerkschaftsbund» (USS) et au «Föderativverband des eidg. Personnels».

⁷⁷ NV, 26 mai 1935, *Le Discours de M. Evéquois sur l'initiative de crise au Conseil des Etats*, 2^e partie.

⁷⁸ MARTIN, 1980, p. 322.

⁷⁹ RUFFIEUX, 1980, pp. 17 ss. L'auteur de cet article précise que l'USS avait déjà adressé un «Programme de crise de la classe ouvrière» doublé d'une initiative constitutionnelle permettant de la financer en mars 1932. On retrouvera ainsi dans certains ouvrages la votation choisie sous le titre «initiative de crise II».

⁸⁰ PEU, 10 mai 1935, *Initiative populaire pour combattre la crise économique et ses effets*. L'organe socialiste publie le texte officiel. Afin de ne pas alourdir un texte déjà très chargé, nous n'avons retenu que les principaux points du texte proposé.

⁸¹ Les votations concernant le traitement de la Confédération et la journée de huit heures bénéficièrent respectivement de 325 622 et 202 224 signatures.

réactions dans une presse valaisanne électrisée par un enjeu qui la scinde en deux groupes bien distincts: d'un côté la presse bourgeoise au grand complet⁸², et de l'autre, un peu esseulé mais non moins combatif pour autant, *Le Peuple valaisan*, périodique socialiste.

« POUR LES PLUS DÉMUNIS »

Les arguments sociaux sont, on pouvait s'en douter, l'apanage du seul défenseur des initiants. Le journal de la minorité socialiste entame un plaidoyer pour la cause des plus démunis qui devraient trouver dans cette initiative le moyen le plus sûr de « s'assurer des

conditions d'existence suffisantes»⁸³. Délaisant momentanément la défense des chômeurs, le *Peuple valaisan* démontre, chiffres à l'appui, la précarité financière de certains ménages. Reproduisant le sachet de paye d'un ouvrier, il en arrive à conclure que le pauvre bougre ne dispose guère de plus de 4 fr. 50 par jour pour les six membres que compte sa famille⁸⁴. Il en appelle alors à la solidarité afin qu'un scrutin favorable au soir du 2 juin concrétise les améliorations sociales prônées par l'initiative du « Pain et du Travail »⁸⁵. Confiant, il croit que les possibilités matérielles et morales existent. Il suffirait pour cela que l'on applique notre devise nationale:

Un pour tous, et tous pour un, *doit cesser d'être une phrase creuse, elle doit devenir une réalité*⁸⁶.

Arguments	NV	PA	WB	WV	CONF	PEU
« Initiative de crise »	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -	+ -
Arguments sociaux (4)						
Défense des petits revenus	- -	- -	- -	- -	- -	4 -
Arguments fédéralistes (17)						
Défense du fédéralisme	- 7	- 3	- 1	- 2	- 4	- -
Arguments démocratiques (24)						
Défense des droits démocratiques	- 5	- 5	- 4	- 3	- 6	1 -
Arguments idéologiques (53)						
Lutte contre le communisme	- 15	- 7	- 4	- 4	- 4	- -
Défense du corporatisme	- 1	- 4	- 1	- 1	- -	- -
Lutte contre l'idéologie bourgeoise	- -	- -	- -	- -	- -	12 -
Arguments économiques (73)						
Impact sur la situation écon. globale	- 12	- 7	- 7	- 8	- 7	9 -
Impact sur la situation écon. agricole	- 7	- 4	- 2	- 3	1 3	3 -
Total des arguments : 171	- 47	- 30	- 19	- 21	1 24	29 -

Tableau n° 3: Arguments de la presse valaisanne (2 mai - 2 juin 1935)

■
⁸² Il s'agit ici naturellement des périodiques choisis pour notre article, à savoir: NV, PA, WB, WV et CONF.

⁸³ Citation extraite du texte officiel de l'initiative (art. 1) cf. PEU, 10 mai 1935, *Initiative populaire pour combattre la crise économique et ses effets*.

⁸⁴ PEU, 7 mai 1935, *Pour l'initiative de crise*, W. (probablement Alexandre Walther, député socialiste, Sierre).

⁸⁵ *Ibidem*. L'auteur (W.) en profite pour fustiger les conseillers d'Etat Troillet et Escher ainsi que le président du parti conservateur valaisan Evéquo. Ces derniers, fervents chrétiens, s'opposent tous à l'initiative en ayant des revenus plus que suffisants. S'adressant à ceux-ci il poursuit: «[...]vous ne pouvez exiger de vos administrés des sacrifices qui dépassent vos forces».

⁸⁶ PEU, 10 mai 1935, *Pour du pain et du travail*, W. (probablement Alexandre Walther).



Depuis trois ans sans travail régulier

Fig. 6
La crise frappe durement la population,
Peuple valaisan, 24 mai 1935

LA PEUR VISCÉRALE DE LA CENTRALISATION

Les arguments fédéralistes, grands classiques du genre dans la presse valaisanne, sont présents dans tous les périodiques qui contestent le bien-fondé de la proposition socialiste. Point sensible par excellence dans un canton où la centralisation est souvent comparée au phylloxéra, l'article trois va créer bien des remous en stipulant:

*La Confédération peut faire appel aux cantons et organismes économiques pour l'accomplissement de ces tâches*⁸⁷.

Le verbe «peut» suscite de très vives réactions à l'image de celle du *Confédéré* qui ne veut en aucun cas d'un canton comme seul agent d'exécution⁸⁸. Son confrère aigaunois craint pour sa part que tout se passe désormais à Berne. Cette préoccupation est fort bien reprise par le conseiller aux Etats Evéquo⁸⁹ qui souligne la très progressive disparition des cantons qui bientôt ne seront plus que de «vagues souvenirs historiques»⁹⁰. Cette suprématie centrale ne date pas, toujours selon le *Nouvelliste valaisan*, de cette initiative. Il s'en prend ainsi à la «dictature Schultess»⁹¹ et au «catastrophique rachat des chemins de fer» qui ont contribué à une centralisation que le régime radical avait déjà fortement encouragée. Il dresse ensuite un parallèle pour le moins surprenant:

*La Suisse de ces prochaines années serait à celle de 1875 ce que l'Allemagne d'Hitler est à celle de Bismarck. Avec cette différence toutefois qu'un surcroît de centralisation rendra l'Allemagne toujours plus forte, tandis qu'il nous rendra toujours plus faibles. Jusqu'à la ruine totale que nous vaudrait l'Etat totalitaire*⁹².

La presse rhodanienne reproduit également des mises en garde de hauts dignitaires qui, comme le conseiller fédéral Motta⁹³, s'inquiètent du danger que représente ce projet pour l'autonomie cantonale. Publiée en première page de la *Patrie valaisanne*, l'opinion de Mgr Besson est plus catégorique. Il s'agit d'un «assaut dirigé contre nos vieilles institutions fédéralistes»⁹⁴.

La méfiance se traduit également par quelques formules-chocs comme celle imprimée dans le *Confédéré*:

*Assez de centralisations; nous voterons NON [...] Plus de baillis et d'inspecteurs fédéraux; nous voterons NON [...]*⁹⁵

La rancœur valaisanne trouve aussi un terrain de prédilection avec «l'intolérable taxe» imposée par Berne sur les vins indigènes⁹⁶. Et si l'on

⁸⁷ Texte officiel de l'initiative reproduit notamment par le CONF du 6 mai 1935, *L'initiative de crise*, Mr. (Eugène Moser).

⁸⁸ *Ibidem*.

⁸⁹ La carrière politique de Raymond Evéquo⁸⁹ doit sans doute comporter quelques records dont celui de la longévité au Grand Conseil valaisan: 52 ans de présence.

⁹⁰ NV, 26 mai 1935, *Le Discours de M. Evéquo sur l'initiative de crise au Conseil des Etats*, 2^e partie.

⁹¹ Allusion au conseiller fédéral Schultess.

⁹² NV, 22 mai 1935, *Le Monstre*, L.D.

⁹³ NV, 7 mai 1935, *Le Congrès du parti conservateur suisse*. Compte rendu des débats où M. Mottaz fut amené à prendre la parole.

⁹⁴ PA, 31 mai 1935, *Mgr Besson et Mgr Scheiwiler dénoncent l'immoralité de l'initiative*.

⁹⁵ CONF, 31 mai 1935, *Votation fédérale du 12 juin*.

⁹⁶ Cette «taxe inique» fait couler beaucoup d'encre, car elle pénalise très lourdement les petits producteurs valaisans. André Guex dans *Le demi-siècle de Maurice Traillet*, p. 52 (11), rappelle que cet impôt, destiné à frapper le cafetier ou le consommateur, atteint en réalité le vigneron qui voit, sans pouvoir se défendre, le montant de l'impôt déduit du montant qu'on lui doit pour sa vendange.



Fig. 7

L'initiative de crise, facteur de stabilité, Peuple valaisan, 31 mai 1935

ajoute à cela «l'incompréhension et le mépris» des Suisses alémaniques à l'égard des revendications de la Romandie⁹⁷, la coupe est alors pleine comme le démontre insidieusement le *Walliser Volksfreund*:

*Willst du dich einer bürokratischen Zwangsherrschaft fügen? [...] Willst du auf den föderalistischen Aufbau deines Landes verzichten und die Kantone ausplündern lassen?*⁹⁸

Ainsi que le prouvent encore les expressions «Tod des Föderalismus» ou «Ruin der Kantone und Gemeinden» extraites du journal de M. Petrig, d'un côté ou de l'autre de la Raspile, l'opinion est claire à ce sujet. On préfère se débrouiller seul et se passer des éventuelles améliorations sociales d'un projet captieux plutôt que brader l'autonomie cantonale. La confiance que l'on accorde aux autorités fédérales n'est pas sans borne, tant s'en faut, comme le rappellent une dernière fois les propos carrés du chef des finances Escher:

*Der Weg von Bern ins Wallis ist weit...*⁹⁹

UNE INITIATIVE LIBERTICIDE?

Les arguments démocratiques sont l'apanage presque exclusif des journaux conservateurs et radicaux. A leurs yeux, ce projet est proprement scandaleux, car il prévoit, vu l'urgence des mesures à prendre, de laisser aux Chambres les mains libres, gelant du même coup la possibilité du recours au référendum. Cette atteinte intolérable aux prérogatives populaires soulève tout d'abord l'ire du *Confédéré* qui voit dans cette manœuvre un mépris complet du droit constitutionnel. Plus vindicatif, il ajoute:

*Ce serait une honte pour la plus vieille république du monde*¹⁰⁰.

La feuille octodurienne reste toutefois confiante dans le peuple suisse qui est, selon elle, trop attaché à ses droits pour permettre que l'on y porte atteinte. Puis, dans un élan de propagande et de démagogie politicarde, il publie:

*Le parti radical suisse, une fois de plus, sera le rempart de nos franchises démocratiques et tiendra bien haut le drapeau sans taches de la liberté et des droits populaires intangibles dans notre pays*¹⁰¹.

Le souci des principes démocratiques comprend également la défense de la propriété privée. Pour les opposants, l'initiative qui devrait forcément se doubler d'impôts supplémentaires éroderait sensiblement les fortunes privées au profit de l'économie publique. Progressivement rongé par ces mesures, le droit à la propriété ne serait plus qu'un souvenir comme le craint la *Patrie valaisanne*:

*Il s'agit de pousser les gens au désespoir pour qu'ils abandonnent la propriété privée terrassée par les impôts et qu'ils adhèrent au capitalisme d'Etat*¹⁰².

D'autres journaux se montrent plus sensibles à l'éventuelle disparition de la propriété foncière. Les éventuelles taxes supplémentaires et le caractère spoliateur du texte socialiste font craindre le pire pour une classe paysanne déjà en proie à des difficultés économiques croissantes. Pour le *Walliser Bote*, la propriété et ainsi le statut de l'agriculteur pourraient faire les frais du planisme:

*Der Bauer will auch frei auf seiner Scholle wohnen und lässt sich nicht durch Plan der Arbeit und Kriseninitiative um seine vollen Eigentumsrechte betrügen*¹⁰³.

La défense des libertés fondamentales ou démocratiques est aussi l'occasion pour certains de réaffirmer leur profonde méfiance à l'égard d'un parlement qui, il y a peu, décidait d'imposer ce très fameux impôt sur les vins. Donner aux Chambres des pouvoirs plus étendus serait alors pour le *Walliser Volksfreund* la porte ouverte à la «Parlamentsdiktatur» et déboucherait par la même occasion sur une déconvenue des 22 000 citoyens valaisans signataires d'une initiative visant à supprimer cette taxe inique¹⁰⁴.

Ce chapitre relatif aux arguments démocratiques laisse également une place à l'étonnement des journaux bourgeois qui comprennent mal

97 CONF, 31 mai 1935, A l'unanimité, les délégués se prononcent contre l'initiative de crise.

98 WV, 20 mai 1935, In zwölf Tagen.

99 WB, 31 mai 1935, Zur Abstimmung vom 2. Juni, Der Vorsteher des Finanzdepartementes: Escher. L'auteur poursuit «[...] und bevor wir an die Reihe kamen, wären die Mittel längst erschöpft.» Notons que si le chemin qui mène de Berne au Valais est effectivement long comme le suggère Joseph Escher, il trouvera néanmoins le chemin inverse moins pénible puisqu'il quittera son canton natal pour devenir conseiller fédéral en 1950.

100 CONF, 31 mai 1935, Votation fédérale du 12 juin.

101 CONF, 31 mai 1935, A la veille d'un important scrutin.

102 PA, 10 mai 1935, Une politique socialiste ou marxiste, P. Dupont-Cadosch.

103 WB, 17 mai 1935, Und wir Bauern ...

104 WV, 24 mai 1935, Gegen die Kriseninitiative.

L'initiative de crise...

**C'est le relèvement économique
du pays !**



**La diminution du chômage !
La reprise des affaires !**

Votez OUI

Fig. 8

Les ouvriers et la crise, Peuple valaisan, 31 mai 1935

comment le PSS a pu cautionner une entreprise antidémocratique et liberticide alors qu'il a si souvent combattu la clause d'urgence¹⁰⁵. Les gazettes des partis traditionnels auront peut-être trouvé une réponse à leur question en lisant le *Peuple valaisan* qui croit beaucoup plus sain d'attribuer certains pouvoirs à l'Assemblée fédérale plutôt que celle-ci ne se les arroe comme, dit-il, ce fut si fréquemment le cas¹⁰⁶. Mais ces propos ne suffisent pas à convaincre Charles Allet de la *Patrie valaisanne*. Pour lui, la cause est entendue:

*Que dites-vous de l'audace sans pareille de ceux qui se proclament les gardiens des libertés populaires et qui, révélant enfin leur pensée, ne cherchent qu'à les étouffer en faisant du Parlement le dictateur absolu de la Suisse?*¹⁰⁷ Enfin, cette défense de la démocratie passe aussi par une multitude de slogans qui tous tendent à la «sauver des larves démagogiques qui la rongent»¹⁰⁸. Mais, mieux que tous ses collègues, c'est encore Charles Allet qui nous transmet avec le plus de vigueur sa ténacité à défendre ces acquis démocratiques:

*Tous debout, pour repousser le plus formidable assaut qui ait été encore livré à nos droits, à notre liberté, à nos biens les plus chers [...] Disons à ceux qui voudraient nous priver pour dix ans du bulletin de vote notre indignation et notre mépris*¹⁰⁹.

LA LUTTE FRATRICIDE

Les arguments idéologiques donnent un aperçu assez fidèle de l'intensité et de l'acharnement des antagonistes. Fervent plaidoyer en faveur du corporatisme, bataille acharnée contre l'esprit bourgeois ou sempiternels assauts contre le communisme, chacun mène son combat pour imposer ce qu'il considère comme la seule et unique voie possible. L'initiative de «pillage et de banqueroute», comme la dénomme le journal sierrois, est ainsi l'occasion de réaffirmer son appartenance idéologique.

Premier groupe à faire valoir son point vue, la presse conservatrice reproduit un mot d'ordre du PCPS¹¹⁰. Celui-ci rappelle que les valeurs essentielles telles que la famille, l'initiative personnelle et la communauté professionnelle sont au moins aussi importantes que les dispositions prises par l'Etat pour lutter contre la crise¹¹¹. Doublée d'un «Ouvrons la voie à l'ordre corporatif!»¹¹², cette très claire allusion au système prôné par l'abbé Savoy ne fait pas pour autant recette dans tous les périodiques de la majorité. Seule la *Patrie valaisanne* reprend avec insistance la défense de ce type de société. Pour elle, ce n'est pas dans les solutions des initiants qu'il faut chercher des remèdes aux difficultés économiques, mais bel et bien «sur le terrain professionnel, en harmonie avec nos traditions»¹¹³. Puis, reprenant des extraits de *Quadragesimo anno*, le rédacteur affirme que le pape voit le salut dans ce type d'organisation à qui les socialistes veulent barrer la route par le biais de leur projet. Aussi, Charles Allet n'hésite-t-il pas à lancer un dernier appel teinté de véhémence: [...] *ne vous laissez pas égarer par de faux prophètes, criminels ou ignorants. [...] L'application de l'initiative de crise anéantirait tous les espoirs vers l'instauration d'un ordre corporatif, incompatible avec l'Etat Providence de l'idéal marxiste*¹¹⁴.

De l'autre côté de l'échiquier politique, le *Peuple valaisan*, seul partisan de l'acceptation, lutte avec acharnement contre ce que nous avons convenu d'appeler «l'idéologie bourgeoise». Pour lui, la «réaction» est responsable de la situation des quelque 100 000 chômeurs et des 20 000 familles paysannes menacées de faillite¹¹⁵. Il en veut plus particulièrement aux gros possédants qui s'illustrent par un égoïsme étroit et qui gardent la vaine formule *Un pour tous, tous pour un* pour les soirs de 1^{er} août, les tirs cantonaux ou les fêtes de musiques¹¹⁶. Il se réjouit ensuite de l'existence et de l'activité de son parti:

Le socialisme n'a-t-il pas précisément pour mission de réparer les gaffes et les crimes de

■
¹⁰⁵ CONF, 31 mai 1935, *A l'unanimité, les délégués se prononcent contre l'initiative de crise*. (Propos tirés de l'allocation du conseiller national marignerein Camille Crittin).

¹⁰⁶ PEU, 10 mai 1935, *Pour du pain et du travail*, W. (probablement Alexandre Walther, député socialiste, Sierre).

¹⁰⁷ PA, 31 mai 1935, *Sauvons le pays!*, C.A. (Charles Allet). La typographie a été conservée.

¹⁰⁸ NV, 10 mai 1935, *Les Raz-de-marée*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁰⁹ PA, 31 mai 1935, *Sauvons le pays!*, C.A. (Charles Allet). Toute la citation a été imprimée dans le journal avec les caractères majuscules.

¹¹⁰ Parti conservateur populaire suisse.

¹¹¹ NV, 19 mai 1935, *L'appel du parti conservateur populaire suisse*, Le président: Dr. E. Nieltspach, le secrétaire: Dr H. Cavelli.

¹¹² *Ibidem*.

¹¹³ PA, 21 mai 1935, *La grande tromperie*, C.A. (Charles Allet).

¹¹⁴ PA, 31 mai 1935, *Sauvons le pays!*, C.A. (Charles Allet).

¹¹⁵ PEU, 24 mai 1935, *Les bobards des adversaires*, W. (probablement Alexandre Walther).

¹¹⁶ PEU, 21 mai 1935, *Autour de l'initiative de crise*, Un paysan.

la bourgeoisie et d'éviter à jamais leur retour?¹¹⁷

Les camarades de M. Klöthi espèrent que les victimes de la «banqueroute capitaliste»¹¹⁸ sauront se dresser contre les magnats des banques et des assurances¹¹⁹. Léon Nicole qui collabore à l'hebdomadaire socialiste valaisan, se montre déjà relativement confiant. Il affirme en effet que le peuple suisse se libérera du joug patronal comme les Waldstätten se sont défaits des Habsbourgs¹²⁰.

Le *Peuple valaisan* mène également sa campagne contre les membres de la grande finance à qui il reproche d'exporter les capitaux et d'appauvrir du même coup l'économie nationale. On retrouve ainsi à plusieurs reprises des caricatures de Daumier doublées d'une légende de Constant Frey qui, sous le titre *Grippe-sou, Profitard & Cie*, fustigent l'attitude de ces «fripouillards qui spéculent et vivent de la misère du peuple»¹²¹.

Enfin, les derniers assauts des socialistes valaisans ont pour cible la «Presse suisse moyenne», sorte d'agence de propagande au service des journaux bourgeois¹²². Ils lui reprochent de diffuser des informations partiales et des articles «cyclostylés» qui confondent intérêt national et dividende¹²³. Les lecteurs de ces journaux sont également pris à partie comme dans cet article de Paul Golay:

*Et c'est dans la presse de ce «Monsieur» de la finance, [...] sorte de création artificielle et inhumaine d'un régime dont les rutilances ne sont que du sang coagulé et de l'exploitation concentrée, que nos patriotes suisses cherchent le mot qui les réjouira [...] afin que leur âme goûte je ne sais quelle satisfaction et quelle béatitude*¹²⁴.

Craignant que cette propagande hostile à l'initiative fasse ressurgir l'habituel slogan de «la main de Moscou» tirant les ficelles des marionnettes helvétiques, le rédacteur Albert Dussex met une dernière fois en garde les fidèles du PSS en synthétisant cette haine et ce semblant d'impuissance qui s'empare des initiants à la veille du 2 juin:

Un adversaire de l'initiative de crise

GRIPPESOU, PROFITARD & Cie.



Et les travailleurs ont lancé
L'initiative formidable.
— Grippe-sou cherche des alliés.
Ils font le serment misérable



D'ébranler notre vieux franc-or
En créant — ça coule de source !
Grâce aux naufrageurs du dehors,
Un semblant de panique en bourse.

(Dessins de Daumier. Texte de Constant Frey.)

¹¹⁷ PEU, 24 mai 1935, *Les bobards des adversaires*, W. (probablement Alexandre Walther).

¹¹⁸ PEU, 24 mai 1935, *Pour barrer la route aux ennemis du peuple travailleur*, A. (probablement Albert Dussex, député au Grand Conseil valaisan de 1953 à 1973).

¹¹⁹ Selon le PEU du 24 mai 1935 dans un article intitulé *Contrôlez les banques et les compagnies d'assurances!*, ces dernières auraient prévu d'envoyer des circulaires sur les conséquences alarmantes de l'initiative à la veille de la votation de manière à créer la panique parmi la population favorable au projet.

¹²⁰ PEU, 28 mai 1935, *Pourquoi nous voterons en faveur de l'initiative de crise*, L. Nicole.

¹²¹ PEU, 24 mai 1935, *Pour barrer la route aux ennemis du peuple travailleur*, A. (probablement Albert Dussex).

¹²² Cette description fantaisiste est celle évoquée par le PEU.

¹²³ PEU, 10 mai 1935, *Pour du pain et du travail*, W. (probablement Alexandre Walther).

¹²⁴ PEU, 31 mai 1935, *Leur dernier mot*, P. Golay.

Fig. 9

Daumier et l'initiative de crise, *Peuple valaisan*, 31 mai 1935

Le terrorisme patronal va sévir sur tout le front de bataille. [...] C'est la réédition du coup de Jarnac exécuté avec tant de brio et de succès lors de la campagne de décembre 1922 concernant le prélèvement sur les fortunes¹²⁵. Le rédacteur socialiste ne se trompe pas. La vigueur des arguments anticommunistes sera exceptionnelle. D'emblée, la presse bourgeoise qualifie cette initiative d'habile machine de guerre¹²⁶ ou de «subtil poison»¹²⁷ extrait des officines d'extrême-gauche. La tactique politique des Grimm et autres Nicole s'est modifiée mais n'en demeure pas moins périlleuse et dangereuse aux yeux du *Confédéré*:

[...] après s'être rendu compte de l'inanité des dogmes qui ont fait sa force en des temps normaux: lutte des classes, [...], bataille dans la rue, [les socialistes] entendent néanmoins conquérir le pouvoir par des moyens comme celui de l'initiative¹²⁸.



Fig. 10
Le vent de l'ironie, Walliser Volksfreund, 13 mai 1935

La grande hantise des gazettes conservatrices et radicales réside dans le fait qu'en automne 1935 auront lieu les élections au Conseil national et qu'un verdict affirmatif au soir du 2 juin serait un «piédestal pour hisser au pouvoir les apôtres de la sociale marxiste»¹²⁹. Le parallèle avec les élections partielles en France qui viennent de confirmer environ cinquante maires communistes dans leurs fonctions¹³⁰ n'est pas pour rassurer le *Walliser Volksfreund*:

*Die Kriseninitiative ist ein Auftakt zum Entscheidungskampfe um die politische Macht der Sozialdemokratie*¹³¹.

Envisagé comme une anacrouse par les partis nationaux, le oui serait synonyme de la Révolution s'installant aux Chambres et au Conseil fédéral¹³². Aussi Charles Haegler appelle-t-il ses concitoyens à réagir face à cette perspective effrayante¹³³ et si captieuse: *L'initiative de crise promet non seulement le pain, mais encore le beurre sur le pain, sans nous dire qui le paiera aux paysans. Les communistes vont plus loin: ils y mettent le miel et la confiture*¹³⁴.

En promettant ainsi ce que le *Walliser Bote* appelle «ein rotes Paradies», l'Internationale Communiste creuse la tombe de la démocratie suisse. Nous toucherions alors au «Grand soir»¹³⁵, annonciateur du «bolchevisme intégral» et d'un régime totalitaire dans son essence¹³⁶. Aussi les derniers appels des journaux bourgeois ne manquent-ils pas de conviction et de vigueur, comme en témoigne cette conclusion digne des plus acerbes sycophantes et signée par le rédacteur en chef de la *Patrie valaisanne*, Charles Allet:

*Tous debout pour repousser l'invasion étrangère, car le socialisme est une denrée importée [...]. Tous debout contre les amis de Moscou ...*¹³⁷

¹²⁵ PEU, 24 mai 1935, *Pour barrer la route aux ennemis du peuple travailleur*, A. (probablement Albert Dussex).

¹²⁶ NV, 3 mai 1935, *L'équilibre*, Ch. Saint-Maurice.

¹²⁷ PA, 31 mai 1935, *Sauvons le pays!*, C.A. (Charles Allet).

¹²⁸ CONF, 31 mai 1935, *A l'unanimité, les délégués se prononcent contre l'initiative de crise*. (Propos tirés de l'allocation du conseiller national martin-gérais Camille Crittin).

¹²⁹ CONF, 17 mai 1935, *Lettre de Berne. L'initiative de Crise*.

¹³⁰ NV, 16 mai 1935, *L'unité nationale*, Ch. Saint-Maurice. L'auteur s'inquiète également de la tournure des événements genevois où un renversement de majorité est à craindre, les partis nationaux n'étant pas parvenus à une entente.

¹³¹ WV, 17 mai 1935, *Der Bauer und die Kriseninitiative*.

¹³² NV, 15 mai 1935, *Le «Grand Soir»*, Ch. Saint-Maurice.

¹³³ NV, 1^{er} juin 1935, *Dernier mot*, Ch. Saint-Maurice.

¹³⁴ NV, 30/31 mai 1935, *Où est notre salut?*, Ch. Saint-Maurice.

¹³⁵ NV, 15 mai 1935, *Le «Grand Soir»*, Ch. Saint-Maurice.

¹³⁶ PA, 21 mai 1935, *La grande tromperie*, C.A. (Charles Allet).

¹³⁷ PA, 31 mai 1935, *Sauvons le pays!*, C.A. (Charles Allet).

«SIE HABEN DIE RECHNUNG
OHNE DEN WIRT GEMACHT!»¹³⁸

Les arguments économiques représentent à eux seuls plus de 40% des idées émises à propos de cette votation. Aussi devant l'ampleur du sujet avons-nous décidé de partager ces arguments en deux parties distinctes, l'une traitant des problèmes économiques relatifs aux paysans et l'autre ceux touchant à la situation générale. La première catégorie est particulièrement intéressante, car bien que leurs thèses soient diamétralement opposées, les antagonistes tendent au même résultat: s'attirer les faveurs des paysans.

Le *Peuple valaisan* dont l'opinion n'est plus à préciser, se montre ému pour ceux qui, souvent usés à cinquante ans, vivent une situation criante d'injustice¹³⁹. Il prend fermement la

défense de ceux qu'il décrit comme «la richesse du pays» et «la colonne principale de l'ordre public»¹⁴⁰. Il publie le dessin ci-dessous en ajoutant que le petit agriculteur travaille désormais pour un nouveau seigneur qui n'est plus à l'ombre de sa tour féodale, mais à celle des «palais du crédit foncier»¹⁴¹. Le *Confédéré*, qui a le mérite d'ouvrir ses colonnes aux promoteurs de l'initiative¹⁴², diffuse un article qui prend fait et cause pour une agriculture écrasée d'impôts et bientôt étouffée par les taux d'intérêts, une situation que seul un oui massif le 2 juin pourrait modifier.

Mais cet article qui a l'avantage d'exposer aux lecteurs radicaux une autre analyse du texte socialiste ne doit pas faire oublier que la presse bourgeoise combat de toutes ses forces ce présent d'Artaxerxès¹⁴³. Elle met tout d'abord en garde les paysans contre les manœuvres de



Fig. 11

Les paysans et l'initiative, *Peuple valaisan*, 10 mai 1935

¹³⁸ WV, 17 mai 1935, *Der Bauer und die Kriseninitiative*.

¹³⁹ PEU, 28 mai 1935, *Pourquoi nous voterons en faveur de l'initiative de crise*, L. Nicole. L'auteur précise encore que le rendement de l'argent investi dans l'agriculture atteint 2% au maximum. Selon l'article de H.U. Jost, *op. cit.*, cette moyenne pour les années 1935 à 1938 est de 2,99%, ce qui reste fort peu par rapport au rendement net des années de guerre (1914-1919) qui culminait à 8%.

¹⁴⁰ PEU, 28 mai 1935, *Pourquoi nous voterons en faveur de l'initiative de crise*, L. Nicole.

¹⁴¹ PEU, 10 mai 1935, *En avant l'initiative de crise!*

¹⁴² Celui-ci est le seul journal de notre étude à avoir publié un avis contraire à son opinion lors de cette campagne de presse. L'avis des délégués du PRDS avait pourtant été très clair lors de leur assemblée extraordinaire d'Olten le 13 mai: 235 non et 8 oui selon le compte rendu du PEU du 14 mai 1935.

¹⁴³ Roi de Perse (404-358 av. J.-C.) dont Plutarque écrit la *Vie* et qui se mit en évidence en offrant son or corrompeur qui lui permit de se poser en arbitre entre Athènes et Sparte. Il put alors dicter la paix d'Antalcidas en 386 par laquelle les villes grecques d'Asie Mineure revenaient à la Perse.

ceux qui, il y a quelque temps encore, traitaient l'agriculture avec mépris. Le *Walliser Volksfreund* met en exergue cette phrase de celui qui est considéré par les initiants comme un prophète, Karl Marx:

*Die bäuerliche Wirtschaft ist der gewohnheitsfaulste und irrationellste Betrieb, nicht weniger ist es der Bauer selbst*¹⁴⁴.

Charles Allet rappelle aussi que les paroles insultantes et l'attitude dédaigneuse des socialistes à l'égard des paysans étaient légion avant cette campagne de presse:

*Leurs flatteries, aujourd'hui, puent la plus criante hypocrisie! Ne l'oubliez pas et ne faites pas le jeu de votre plus mortel adversaire*¹⁴⁵.

Malgré la rugosité de certains arguments, la presse des partis nationaux reste relativement confiante dans l'issue du scrutin. Selon le *Confédéré*, l'effort des «rouges» pour «l'homme de la herse et du cep»¹⁴⁶ ne peut porter ses fruits, car la finesse naturelle de l'homme de la terre devrait le détourner de ceux qui, en temps normal, le traitent de parasite, de misérable usufruitier ou de suceur de sang¹⁴⁷. Enfin, comme le signale cette expression du *Walliser Volksfreund*, les camarades de Graber ont peut-être été un peu vite en besogne en croyant pouvoir amadouer une classe paysanne qui n'a pas la mémoire si courte:

*Sie haben die Rechnung ohne den Wirt gemacht!*¹⁴⁸

Toujours soucieux de s'attirer la sympathie de la campagne, le *Peuple valaisan* s'interroge sur le taux des nouvelles créances bancaires sur l'agriculture promises à de sérieuses hausses si le programme de crise n'est pas accepté¹⁴⁹. Le *Nouvelliste valaisan*, tout en étant farouchement opposé à ce projet, reconnaît que le système actuel des subventions extraordinaires et autres secours à l'agriculture ne sont que des emplâtres sur des jambes de bois¹⁵⁰. Malgré son non catégorique aux possibles améliorations de la proposition socialiste, il promet de s'employer à l'obtention de prix agricoles en rapport avec leur coût de production¹⁵¹. Puis, rejoint par le

Confédéré, il remet en doute les dires des initiants avec les exemples du Danemark ou de l'Allemagne qui prouvent, selon lui, les effets néfastes pour les agriculteurs de la dévaluation monétaire inhérente à la proposition syndicaliste¹⁵². Au cas où cette dernière serait acceptée, il prédit une sensible baisse du pouvoir d'achat des «consommateurs naturels» que sont les citadins et craint de surcroît les corollaires que sont l'effondrement des prix agricoles et l'endettement croissant du paysan et peut-être même la ruine, comme le prétend le *Walliser Bote*. Des habits plus chers, des outils hors de prix, telles sont les conséquences envisagées par le journal de Charles Haegler et stigmatisées par la *Patrie valaisanne*:

[...] *les produits industriels augmentent de prix plus rapidement que les produits agricoles. En conséquence, le paysan restera toujours le dindon de la farce toutes les fois qu'il s'agira d'inflation*¹⁵³.

Aussi ce même périodique met-il une ultime fois ses lecteurs en garde contre les affirmations erronées et mensongères des promoteurs de l'initiative de «pillage et de banqueroute»¹⁵⁴:

*Paysans méfiez-vous des sirènes moscovites; elles ne sont pas suisses; songez au sort du paysan russe. Paysannerie et socialisme s'excluent; restez paysans et votez NON le 2 juin*¹⁵⁵.

La deuxième partie de cet argumentaire concerne les conséquences économiques dans un sens plus large. Là encore l'analyse socialiste du *Peuple valaisan* et celle des autres journaux choisis vont s'affronter. Pour l'hebdomadaire de gauche, l'initiative a un but pour le moins louable: «conjurer le sinistre» en retirant l'ouvrier des griffes de la misère et du chômage¹⁵⁶. Et ce n'est, selon lui, que par le biais d'une confortable victoire le 2 juin que le travailleur pourra retrouver sa dignité d'homme¹⁵⁷.

Dans le camp des adversaires, l'heure est à l'analyse des conséquences économiques d'une acceptation. Les améliorations proposées par les initiants ne sont que rarement combattues, mais on s'interroge, par contre, sur

■
¹⁴⁴ WV, 17 mai 1935, *Der Bauer und die Kriseninitiative*.

¹⁴⁵ PA, 31 mai 1935, *Sauvons le pays!*, C.A. (Charles Allet).

¹⁴⁶ CONF, 31 mai 1935, *A la veille d'un important scrutin*.

¹⁴⁷ NV, 19/20 mai 1935, *Les paysans, les artisans et l'initiative de crise*.

¹⁴⁸ WV, 17 mai 1935, *Der Bauer und die Kriseninitiative*.

¹⁴⁹ PEU, 21 mai 1935, *Autour de l'initiative de crise, Un paysan*.

¹⁵⁰ NV, 15 mai 1935, *Le «Grand Soir»*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁵¹ NV, 28 mai 1935, *Initiative de crise, Union suisse des paysans*. Le même type d'argument est également présent dans d'autres articles émanant cette fois d'un rédacteur du NV et non plus d'une association faitière.

¹⁵² NV, 1^{er} juin 1935, *Comment allez-vous voter demain?* Cet article fait encore mention des États-Unis et de l'Angleterre qui ont également subi les contrecoups de la dévaluation. Cf. également CONF, 31 mai 1935, *Initiative de crise et agriculture*.

¹⁵³ PA, 31 mai 1935, *Paysans, attention!*

¹⁵⁴ Termes souvent repris dans la presse bourgeoise pour désigner l'initiative de crise comme par exemple dans la PA du 31 mai 1935.

¹⁵⁵ PA, 31 mai 1935, *Paysans, attention!*

¹⁵⁶ PEU, 14 mai 1935, *Conjurons le sinistre*, W. (probablement Alexandre Walther) ainsi que PEU, 24 mai 1935, *Les bobards des adversaires*.

¹⁵⁷ PEU, 24 mai 1935, *Les bobards des adversaires*.

la façon de les financer. On craint ainsi pour le ménage fédéral qui est déjà en proie à de grandes difficultés de trésorerie puisqu'il comptabilise, d'après la *Patrie valaisanne*, huit milliards de dette¹⁵⁸. Ajoutons à cela les 500 000 francs annuels requis pour «assurer des conditions d'existence suffisantes à tous les citoyens suisses»¹⁵⁹ et nous atteignons alors des proportions inquiétantes qui suscitent cette mise en garde du *Walliser Volksfreund*: *Aber schliesslich ist dieser Bund nicht ein alter Erbonkel, von dem man die Mittel erwarten könnte, sondern der Bund sind eben wir in unserer Gesamtheit*¹⁶⁰.

La presse des partis nationaux envisage aussi avec une certaine appréhension l'effritement de l'épargne après une très probable inflation. Ainsi, ce petit pécule, souvent péniblement gagné durant les années de vaches

grasses¹⁶¹, verrait ses vertus de protection et de sécurité s'envoler progressivement, le bas de laine se muant en peau de chagrin. Mais l'essentiel n'est pas là. Ces périodiques craignent en effet beaucoup plus le moyen le plus classique de renflouer les caisses centrales et de permettre du même coup les réalisations inhérentes à l'initiative: les impôts fédéraux. Ces derniers ont déjà provoqué de vives émotions en Valais puisqu'ils ont augmenté de plus de 100% en moins de quinze ans¹⁶². De nouvelles taxes seraient par conséquent synonymes d'une asphyxie économique, comme l'envisage le *Walliser Bote*:

*Wie eine drohende schwarze Wolke hängen die Steuern und Abgaben über dem Kopfe jedes Schweizerbürgers*¹⁶³.



Un des grands soucis des paysans ! Comment écouler sa marchandise ? Comment le paysan pourra-t-il vendre son lait, son bétail, son fromage et ses légumes, si une nouvelle baisse des salaires vient encore diminuer le pouvoir d'achat des masses.

Fig. 12

Paysans et baisse des salaires, Peuple valaisan, 24 mai 1935

¹⁵⁸ PA, 31 mai 1935, *Le père cruel*, Z.

¹⁵⁹ Extrait du texte de l'initiative.

¹⁶⁰ WV, 31 mai 1935, *Bundespräsident Minger in Brig*, Compte rendu de la conférence. (Erbonkel: oncle à héritage).

¹⁶¹ Le NV du 29 mai dans son article *L'initiative de crise pour le Valais* associe ces petites économies à la période de guerre et d'immédiat après-guerre qui a permis d'écouler à haut prix le bétail et les produits laitiers du Vieux-Pays.

¹⁶² WB, 17 mai 1935, *Immer mehr Steuern*. De 1920 à 1935 les impôts fédéraux ont augmenté de 103,8%.

¹⁶³ WB, 17 mai 1935, *Immer mehr Steuern*.

De son côté, le *Nouvelliste valaisan* s'étonne du raisonnement des initiants qu'il trouve pour le moins saugrenu. Il faudrait en effet prélever avant de redistribuer. Ce simple et inutile échange d'argent le pousse à publier ces quelques dessins intitulés ironiquement *La riche idée d'Adamson*¹⁶⁴ et qui montrent l'absurdité d'une telle entreprise.



Fig. 13
La riche idée d'Adamson et l'initiative de crise,
Nouvelliste valaisan, 10 mai 1935

L'inquiétude touche également les milieux industriels dont la *Patrie valaisanne* se fait l'écho. Elle redoute que les branches non étatisées n'aient à supporter l'essentiel des nouveaux prélèvements, car l'économie publique montre déjà à l'heure actuelle des signes de faiblesse¹⁶⁵. Les contrecoups de l'initiative seraient ainsi perçus par l'ensemble de la population, du plus petit épargnant au plus gros industriel. Cette situation intolérable aux yeux de la presse bourgeoise est clairement résumée par le conseiller d'Etat valaisan Escher:

*Ein weiteres Auspressen ist absolut unmöglich, soll es nicht zu einer Katastrophe kommen*¹⁶⁶. La dernière partie de cet argumentaire a trait aux conséquences de l'initiative sur le franc suisse. Pour les uns, socialistes en majorité, un vote affirmatif serait le synonyme d'un raffermissement de notre monnaie et éviterait à notre pays le naufrage économique auquel semblent promis nos voisins¹⁶⁷. A l'opposé, les cinq autres gazettes appréhendent l'érosion de notre monnaie et mettent sérieusement en doute les promesses des initiants, à l'instar du *Confédéré*:

*L'initiative, dont quelques-uns attendent un retour à la prospérité, nous aura directement conduits à la famine*¹⁶⁸.

Cette baisse monétaire ne serait que la première étape d'une véritable succession de catastrophes nationales. Selon l'analyse de la tendance bourgeoise, la faiblesse du franc rendant les matières premières onéreuses, le chômage grimperait encore pour dépasser le seuil des 100 000 sans-emploi¹⁶⁹. Plus grave encore, les spéculateurs internationaux chercheraient tel un «essaim dévastateur de sauterelles»¹⁷⁰ à s'emparer des trésors de la banque nationale. L'alerte avait déjà été chaude au moment du lancement de l'initiative. La confiance en l'économie helvétique soudainement envolée, le marché des obligations avait considérablement baissé¹⁷¹. Forts de cette observation, beaucoup craignent qu'un résultat affirmatif le 2 juin ne scelle le sort de l'économie nationale. Aussi cette manœuvre socialiste, jugée suicidaire par bien des éditorialistes, suscite-t-elle de vives réactions dans les colonnes du périodique radical:

*[...] l'offensive criminelle [a été] déclenchée par une phalange de spéculateurs et de forbans internationaux [...] qui ne rêvent que de gagner facilement des millions, au préjudice de notre fortune helvétique*¹⁷².

Le *Peuple valaisan* tente bien de réfuter ces affirmations en prétendant que «le coup de la chute du franc» a manqué son but et qu'il n'est en réalité qu'une «pendule» de mauvais tireur¹⁷³, mais l'acharnement des partis nationaux va

164 NV, 18 mai 1935, *La riche idée d'Adamson et l'initiative de crise*.

165 PA, 24 mai 1935, *L'initiative de crise et la doctrine catholique*, ainsi que PA, 21 mai 1935, *Une politique socialiste ou marxiste*, P. Dupont-Cadosch.

166 WV, 31 mai 1935, *Bundespräsident Minger in Brig*. (Auspressen: extorsion).

167 PEU, 31 mai 1935. Dessin sans rapport avec un article en particulier, voir fig. 7.

168 CONF, 15 mai 1935, *L'initiative de crise*.

169 WV, 13 mai 1935, *Was nützt die Inflation*.

170 NV, 30/31 mai 1935, *Appel au peuple suisse*, Comité contre l'initiative, le Président: R. Gelpke, conseiller national, Waldenburg.

171 *Ibidem*.

172 CONF, 24 mai 1935, *L'initiative de crise*, P.R.D.

173 PEU, 24 mai 1935, *Pour barrer la route aux ennemis du peuple travailleur*, A. (probablement Albert Dussex).

noyer ces paroles rassurantes dans un flot d'articles hostiles, comme en témoigne cet encart du *Nouvelliste valaisan*, résumé à lui seul de la fougue et de la détermination investies dans cette lutte:

*L'initiative de crise ressemble au coucou qui pond son œuf dans un autre nid. Peuple suisse, veux-tu couvrir cet œuf pour qu'à l'éclosion tu te trouves en face d'un monstre qui sucera ton sang jusqu'à la dernière goutte?*¹⁷⁴

UN «NON, MAIS...»

Au lendemain du 2 juin, la presse bourgeoise souligne avec plaisir ce qu'elle peut considérer comme un succès, mais les quelque 142 000 voix de majorité ne donnent pas lieu pour autant aux incantations jubilatoires auxquelles elle se livre si volontiers aux lendemains des «grandes victoires»¹⁷⁵. Certes, vingt cantons et demi-cantons ont refusé la proposition socialiste, mais comme l'écrit Charles Haegler, la route demeure encombrée¹⁷⁶ et il convient de remédier au plus vite à une situation économique alarmante que les villes suisses ont traduite par 50,8% de oui¹⁷⁷.

Seule la *Patrie valaisanne*, «organe des purs parmi les purs» comme la qualifie le *Confédéré*¹⁷⁸, célèbre cette victoire avec une certaine hardiesse¹⁷⁹. Partout ailleurs, l'heure est à la réflexion et à l'analyse qui se transforment rapidement en autosatisfaction et en critique partisane, proximité des élections au Conseil national oblige!

Dans le camp adverse, la réaction du *Peuple valaisan* est teintée de rancœur. Son rédacteur et député sierrois Alexandre Walther regrette que la devise nationale ne soit restée qu'une phrase creuse à laquelle les citoyens n'aient pas su donner un sens. Tout aussi aigri, son collègue Constant Frey déplore la «trahison des clercs»¹⁸⁰, allusion aux universitaires et ecclésiastiques ayant pris fait et cause contre le projet et qui ont ainsi empêché de dompter «les

Gessler modernes»¹⁸¹ que sont les banquiers et les industriels. Enfin, dernier indice de la mauvaise humeur socialiste, cet hebdomadaire rechigne à parler de défaite, préférant de beaucoup qualifier le résultat des «paniquards du franc» de victoire à la Pyrrhus¹⁸².

Outre l'acceptation de cinq États suisses allemandiques, l'analyse des moyennes cantonales laisse apparaître une parenté peu surprenante entre les résultats du Haut-Valais et ceux des cantons catholiques¹⁸³ ainsi qu'entre les pourcentages des huit districts francophones et ceux de la Romandie¹⁸⁴. Notons que les régions linguistiques et confessionnelles citées sont pour beaucoup dans le refus de cette initiative, ainsi que le rappelle Charles Allet: *La Suisse romande et la Suisse catholique se sont révélées, une nouvelle fois, les plus sûrs défenseurs de la Cité*¹⁸⁵.

LE CONFÉDÉRÉ
ORGANE DES LIBÉRAUX-RADICAUX VALAISANS
PARAISSEMENT À MARTIGNY

REDACTION, ADMINISTRATION ET ANNONCES:
Avenue de la Gare MARTIGNY Avenue des Arènes
TÉLÉPHONE: Martigny 10 et 11, Martigny 12, Martigny 13

ABONNEMENTS: 1 an 100 fr., 6 mois 50 fr., 3 mois 25 fr. (tous les paiements en espèces)

ANNONCES: 1ère page 100 fr., 2ème page 75 fr., 3ème page 50 fr. (tous les paiements en espèces)

LE 31 MAI 1935

A la veille d'un important scrutin

Les pures et l'initiative

Initiative de crise et agriculture

Votations fédérales des 1-2 juin

5 questions à propos de l'initiative de crise

Question	OUI	NON
1. Voulez-vous l'initiative qui rétablit les salaires ?	50,8 %	49,2 %
2. Voulez-vous l'initiative qui rétablit le droit de grève ?	50,8 %	49,2 %
3. Voulez-vous l'initiative qui rétablit le droit de grève ?	50,8 %	49,2 %
4. Voulez-vous l'initiative qui rétablit le droit de grève ?	50,8 %	49,2 %
5. Voulez-vous l'initiative qui rétablit le droit de grève ?	50,8 %	49,2 %

Fig. 14

Les conseils radicaux et l'initiative de crise, *Confédéré*, 31 mai 1935

-
- ¹⁷⁴ NV, 24 mai 1935, Encart non signé et situé en première page juste après l'éditorial de Charles Haegler.
- ¹⁷⁵ Allusion aux titres parus dès le lendemain des votations sur le prélèvement unique sur la fortune ou la protection de l'ordre public.
- ¹⁷⁶ NV, 8 juin 1935, *La route encombrée*, Ch. Saint-Maurice.
- ¹⁷⁷ Allusion faite aux villes suisses de plus de 10 000 habitants (recensement fédéral de 1930).
- ¹⁷⁸ CONF, 7 juin 1935, *Le seul remède: la solidarité*, Mr. (Eugène Moser).
- ¹⁷⁹ PA, 3 juin 1935, *L'écrasement de l'initiative*, C.A. (Charles Allet). L'emphase guide souvent l'auteur: «[...]le peuple suisse d'un geste vigoureux a écarté de lui le spectre hideux de la banqueroute financière et économique et, d'un instinct sûr, a signifié aux apôtres de l'Internationale que leur grand Soir devait être décommandé.»
- ¹⁸⁰ PEU, 7 juin 1935, *Réflexions après la bataille*, Constant Frey. Cet article est suivi d'un petit encart assez étonnant: «Les usines de l'URSS produiront 350 000 bicyclettes cette année.»
- ¹⁸¹ *Ibidem*.
- ¹⁸² *Ibidem*.
- ¹⁸³ Respectivement 80,5% et 73,6%.
- ¹⁸⁴ Respectivement 63,5% et 66,7%.
- ¹⁸⁵ PA, 3 juin 1935, *L'écrasement de l'initiative*, C.A. (Charles Allet).

% non

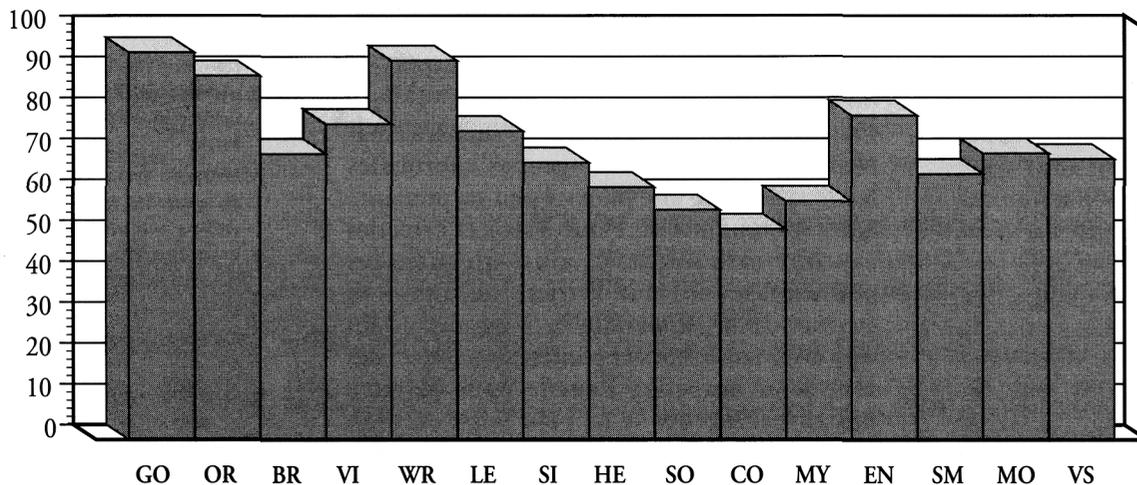


Tableau n° 4: Résultats par districts - 2 juin 1935

Eclairée par cet histogramme, une analyse plus approfondie nous montre des districts qui, bien que distants dans leurs résultats, restent tous dans le camp des Neinsäger. La partie germanophone s'y distingue toutefois par une moyenne qui dépasse les 80% de non et qui enthousiasme le *Walliser Bote*:

*Die wetterharten Söhne des Oberwallis haben wieder einmal gezeigt, was sie können, wenn sie wollen*¹⁸⁶.

Malgré cette forte proportion de refus, le Haut-Valais s'illustre par l'important contraste régnant entre Conches et la patrie des Stockalper. Une fois encore, le district le plus oriental arrive en tête avec près de 95% de refus! A l'inverse, celui de Brigue, qui peut compter sur de fortes minorités socialistes dans les communes du chef-lieu et de Glis, enregistre un pourcentage exceptionnellement bas, compte tenu de l'intense campagne de dénigrement de l'initiative. Mais, si ces deux remarques étaient

prévisibles, il n'en va pas de même pour tous les résultats du Bas-Valais qui, à l'image de la très faible quantité de oui dans l'Entremont, demeurent parfois sans autre explication que la peur viscérale du communisme. Autre surprise, les pourcentages particulièrement élevés de oui dans les régions de Sion et Conthey. A en croire certains éditorialistes, ce phénomène serait la transcription d'un esprit de haine et d'envie à l'endroit des possédants. Mais la *Patrie valaisanne*, que nous connaissons pour son caractère bien tranché et ses accointances frontistes, craint plutôt qu'une «sorte de ceinture rouge»¹⁸⁷ ne se soit ainsi constituée autour de la capitale valaisanne. Notons enfin que les pourcentages des bourgades légèrement industrialisées sont dans l'ensemble plus favorables au programme du «Pain et du Travail» que les populations agricoles ou montagnardes.

■
¹⁸⁶ WB, 4 juin 1935, *Nach der Schlacht...* Malgré un titre un peu belliqueux, le WB se contente de commenter les résultats des différentes parties du canton.

¹⁸⁷ PA, 3 juin 1935, *L'écrasement de l'initiative*, C.A. (Charles Allet).

Walliser Bote

Ratholisch-konervatives

Volksblatt für Oberwallis

Abonnementpreise:
Schweiz: halbjährl. Fr. 2.00 (mit Zustahlst. Fr. 5.10)
Schweiz: ein. Jahr Fr. 4.00 (mit Zustahlst. Fr. 6.00)
Ausland: halbjährl. Fr. 2.00 (Schweiz nachh.)
Tel. der Expedition: Str. Nr. 75.053 - Postfach-Nr. 11-100
Erscheinet zweimal wöchentlich je Dienstag und Freitag



Abonnementpreise:
Oberwallis: 6 Sp. Unterwallis: 8 Sp.
Schweiz: 10 Sp. Ausland: 10 Sp.
Verkaufspreis: 20 Rappen pro Nummer
Schweiz u. Ausland 30 Rappen per Vierteljahr
Belagen: „Der Walliser Landbote“, „E. S. Oberwallis“

Mittw., Freitag, 31. Mai 1935



Abonnementpreise: Druck-Verlagsgesellschaft, Martigny - Telefon 61.292
Postfach-Nr. 11-100 und 11-101: Strada, Romo, Bern, Sion, St. Gallen, Sion, Vevey etc. etc.

78. Jahrgang - Nr. 44



Stimmzettel

für die
Eigenössische Volksabstimmung
vom 2. Juni 1935

Wollt Ihr das Volksbegehren zur Bekämpfung der wirtschaftlichen Krise und Not annehmen?

Antwort

Nein

Zur Abstimmung vom 2. Juni

Die finanziellen Folgen, welche die Abstimmung v. nächsten Sonntag nach sich ziehen kann, veranlassen mich zu folgenden Bemerkungen:

1. Mir, Freunde und Gegner der Initiative, sind dazu einig, daß die Durchführung der Begehren der Initianten große finanzielle Opfer fordern wird. Welche? Bisher? Das weiß heute niemand. Die Referendare haben von 150 Millionen Franken pro Jahr, die Gegner von 800 Millionen. Glaubt ihr, daß es für die bevorstehende fünf- oder achtjährige Periode in die Milliarden gehen wird?
2. Mir ist wiederum einig, daß zur Defung der gewählten Opfer, die durch Annahme der Initiative notwendig werden, neue Einnahmen nötig sind. Diese sind aber nur auf dem Wege von direkten oder indirekten Steuern erhältlich.
3. Die Vermögensobligationen ausgeben oder neue Steuern aufzunehmen werden, ist natürlich, es müssen neue Steuerarten eingeführt werden. Man spricht heute schon von einer direkten Bundessteuer auf Vermögen, von Einkommen, von einer Erbschaftsteuer, von einer erhöhten und verlagerten Alkoholsteuer usw.
4. Um dem Staat zu ermöglichen, die heutige Schuld zu bezahlen und seinen Verpflichtungen nachzukommen, muß das Schweizerloft bereits jährlich 1,100 Millionen Schweizer Steuern aufbringen, d. h. pro Kopf der Bevölkerung 275 Franken.
5. Kann Wallis noch weitere Steuern nach Bern abgeben? Die Kampfen unter Aufhebung aller Kräfte an der Wiedereinführung des Weingeschäfts unter Finanzgeheimhaltung: die Subventionen werden herabgesetzt; die Arbeitsbeschäftigung vermindert; die Gehälter sind reduziert.
6. Kann man sich nicht entschließen, daß neue Opfer gebracht werden müssen.
7. Können wir unter solchen Umständen noch weitere Bundessteuern ertragen?
8. Der Canton Wallis hat in den letzten Jahren nachstehende Summen als Steuern nach Bern abliefern müssen:

Kriegssteuern	Fr. 5,509,350.-
Steuergeheimsteuer	Fr. 15,440,450.-
Steuersteuer (bis April 1935)	316,400.-
	Fr. 21,266,200.-

9. In dem Summen der Kriegsteuern und der Kriegsteuern sind die Beträge der Steuerpflichtigen, welche hier im Wallis arbeiten, oder über Wallis außerhalb des Kantons haben, nicht inbegriffen (z. B. Alumnumm Fr. 9.). Müßt ihr inbegriffen sind auch die Gewinne der Kantone.
10. Die Steuerpflichtigen, die aus dem Wallis abgehirtet werden muß, beträgt jährlich:

Biersteuer	Fr. 81,000.-
Weinsteuer (rund)	Fr. 750,000.-
	Fr. 838,000.-

Steuerpflichtigen laufen weiter und haben ähnliche Steuern zu zahlen.

11. Das gleiche Parlament, das uns diese Steuern aufgegeben hat, soll nun durch die Initiative das Recht erhalten, während 10 Jahren alle Steuern allein und eigenmächtig zu beschließen, ohne das Volk zu befragen. Was werden dann die 22,000 Wahlberechtigten sagen, die jeden die Initiative zur Wählung der Referendare unterschreiben haben? Ihre Anforderungen werden unvollständig und ihre Forderungen würden unter den Tisch gewischt.

12. Die Bauern, Arbeiter und Angestellten mögen sich durch trügerische Versprechungen nicht täuschen lassen. Der Weg von Bern ins Wallis ist weit und bevor wir an die Reihe kämen, wären die Mittel längst erschöpft. Nur für die Steuern werden wir reiflich und reich gefunden, da die Kantone ihre Organe für den Weg zur Verhängung stellen müssen.

Diese Erwägungen haben mich veranlaßt, die Steuerpflichtigen unseres Kantons auf den Ernst der Lage aufmerksam zu machen. Die Annahme der Initiative wird die Wiedereinführung des Weingeschäfts unter Finanzgeheimhaltung in Frage stellen, wenn nicht verunmöglichend.

Die Folge wird sein: Erhöhung der Schuldenlast, die heute schon 40 Millionen Franken beträgt, neue nationale Steuern und weitere für unsere Arbeiter und Bauern schmerzliche Einschränkungen.

Wer also gut beraten ist und seinen Canton vor einer Katastrophe und vor Steuergeheimhaltung vor einer Ausplünderung bewahren will, wird am Sonntag ein

Nein

in die Urne legen.

Sitten, den 27. Mai 1935.

Der Vorsteher des Finanzdepartementes:

G. G. G.

Schweizer, Laß Dich nicht betören!

(S.) Schweizerbürger! Wollst Du, daß die Verbrechen der Kriseninitiative geschehen werden? Wollst Du, daß die Sozialisten und Kommunisten so sehr um unser Volk kämpfen sind?

Nein und nochmals nein! Die Kriseninitiative ist ein feind ausgelegter Schachzug der kommunistischen Internationalen in Wallis. Ein Schachzug, der mit einem Mal aus unserem Vaterland ein „rotes Paradies“ nach dem Muster der Sowjetunion schaffen würde!

Schweizerbürger! Daß die Kriseninitiative Dein Geld kassieren will, beweist ein jeder ihre Vorzüge, die allerdings neu, aber auch gefährlich und verhängnisvoll sind!

Gefährlich und verhängnisvoll ist es, indem Schweizerbürger, ob tüchtig oder untüchtig, ob arbeitsam oder faul, ob treuhändig oder nachlässig, eine ausreichende Gehalts zu verlieren.

Gefährlich und verhängnisvoll ist der betäubende Anschlag auf den Sparplan des Bauern, indem dem Sparguthaben gegenüber jeder Gewinn vermindert wird.

Gefährlich und verhängnisvoll ist der trockene Anschlag auf die Bundeskasse, ohne sich um die geringste Deduktion zu kümmern. Mit Staatsanleihen und Staatsobligationen wird man es nicht lange aushalten!

Gefährlich und verhängnisvoll ist es vor allem, Versprechungen zu machen, Hoffnungen zu erwecken, die man nie erfüllen will und nie erfüllen kann.

Schweizerbürger, erkenne die Gefahr, laß Dich nicht betören! Wollst am 2. Juni ein

Nein

in die Urne!

Arbeiter und Bauer!

Was begehren da die Sozialisten dem Arbeiter und Angestellten in Wort und Tat über die Annullierung der Preise!

Nach Uebernahme der Initiative werden die billiger leben können, das heißt nichts an

deres, als daß dann der Arbeiter und Arbeiterbesitzer für billigeres Geld, also zu geringeren Preisen, wie heute, Brot, Fleisch, Butter, Käse, Milch usw. sich werde erziehen können.

Und was versprechen die Sozialisten dem Bauer? Wenn bis am 2. Juni im Winter, so wird bis dahin nicht mehr mit den heutigen Winterpreisen für deine Produkte begehren müssen. Die Winterpreise werden sinken; Käse, Butter, Milch, und alles, was du produzierst, wird zu besseren Preisen auf dem Markt verkauft werden können.

Als, der Arbeiter sich billiger einkaufen, was der Bauer teurer verkauft.

Wer das glaubt, bekommt einen Franken. Entweder kauft man den Arbeiter an, oder dann den Bauern.

Nein, nicht entweder oder; denn beide werden angefaßert. Beiden wird es bei Annahme der Initiative schlechter gehen, so wie es heute, nach Zmonatlicher Inflation auch in Belgien beiden schlechter geht.

Darum: Nein!

Nahezu verurteilt

hat sich die Steuerbelastung der Schweizerischen Wirtschaft seit 1914. Im Jahre 1915 betragen die Steuererlöse des Bundes, der Kantone und der Gemeinden 283,4 Millionen Franken, im Jahre 1930 oder 1000,5 Millionen. Seither trat ein steter Anstieg ein, der aber seit zwei Jahren bereits wieder durch ein neues Ansehen abgesehen wurde. Die Kriseninitiative müßte die Schweizerische Wirtschaft bis zum Ruin führen in Anspruch nehmen. Statt Hilfe und Not zu bekämpfen, würde sie unser Land in eine Katastrophe führen.

Am 2. Juni wollen wir bekennen, daß uns weder mit einer Erigerung der Steuerlasten noch mit einer Erhöhung der unentgeltlichen Schuldenlasten helfen soll. Wir werden die Staatsanleihen und Staatsobligationen nicht annehmen. Wir werden die Staatsanleihen und Staatsobligationen nicht annehmen. Wir werden die Staatsanleihen und Staatsobligationen nicht annehmen.

Eigenössische Volksabstimmung betreffend das Volksbegehren zur Bekämpfung der wirtschaftlichen Krise und Not vom 2. Juni 1935

Kriseninitiative

Mitbewerber!

Der Schweizerische Bauernverband empfiehlt Euch die

Berwerfung der Kriseninitiative

Diese enthält Versprechungen, die nie erfüllt werden können. Sie will den Staat mit Verpflichtungen belasten, ohne für die nötigen Mittel zu sorgen. Mit Lotteriespiel und neuen Schulden wird das Schweizerloft solche Ausgaben nicht finanzieren.

An der Spitze der Initianten steht die Sozialdemokratie. Die Annahme der Initiative würde ebenfalls die Sozialisten führen.

Aus wirtschaftlichen und politischen Gründen lehnen wir die Initiative ab.

Wir werden aber auch in Zukunft fortsetzen, für den Produktionslohn entsprechende Preise, für die Entschädigung der Bauernschaft, für die Ermöglichung der Einkommen und für die Stärkung der Kaufkraft des ganzen Volkes, namentlich auch der Arbeiter, einzutreten. Wir brauchen jedoch dafür keine

sozialistische Initiative.

Wir stimmen **Nein!**

Der Schweizerische Bauernverband.

Fig. 15
Une campagne sans ambages, ou les mots d'ordre du Walliser Bote,
31 mai 1935

La crise, catalyseur d'un égoïsme latent et d'un comportement instinctuel

La crise, élément récurrent dans ces deux scrutins, force la presse et, avec elle, le citoyen valaisan à choisir un point de vue plus tranché encore que ce n'est souvent le cas durant l'entre-deux-guerres.

Dans le premier scrutin, apparaissant moins animé par un sentiment de justice sociale que par celui d'une jalousie vengeresse, le peuple du Valais a démontré sa détermination. A de rares exceptions près, il condamne avec hargne ceux qui, bénéficiant de revenus réguliers et stables, figuraient encore parmi la caste si enviée des privilégiés. Dans la seconde votation et sous le couvert de préoccupations économiques, il confirme l'aversion valaisanne pour tout ce qui, de près ou de loin, touche au communisme ou au centralisme.

Dans un cas comme dans l'autre, le Valais, mais aussi la Suisse rurale, se démarquent déjà clairement des régions citadines. Révélateur d'une bipolarisation socioculturelle, le facteur de crise met en exergue un égoïsme jusque-là latent.

Enfin, bien que la crise impose le débat, l'ampleur des troubles économiques contraint chaque camp à radicaliser ses positions. Il ne s'agit plus de logomachie, mais d'un manichéisme souvent outrancier qui pousse le citoyen à rejeter une analyse raisonnée pour adopter un comportement instinctuel qui laisse parler de manière incontrôlée la subjectivité de l'individu.

Pour une bibliographie complète, voir Yves FOURNIER, «Du fossé culturel à la bipolarisation idéologique», *Annales valaisannes*, 1993, pp. 163-198.

Ouvrages généraux:

- Jean-François BERGIER, *Histoire économique de la Suisse*, Lausanne, 1984. BERGIER 1984
- Jean-Jacques BOUQUET, *Histoire de la Suisse*, Paris, 1995. BOUQUET 1995
- Jean-Jérôme FILLIEZ, *La vie politique en Valais entre les deux guerres (1929-1939)*, mémoire de licence, Fribourg, 1971. FILLIEZ, 1971
- Alois GRICHTING, *Das Oberwallis von 1840 bis 1990, Politik, Wirtschaft, Kultur, 150 Jahre Walliser Bote*, Brig, 1990. GRICHTING 1990
- Pierre JEANNERET, Karl DELLBERG, in *Dix grandes figures du socialisme suisse*, Lausanne, Parti socialiste vaudois, 1983. JEANNERET 1983
- Hans-Ulrich JOST, «Menaces et repliements», in *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, t. 3, 1983, pp. 91-178. JOST 1983
- William MARTIN, *Histoire de la Suisse*, avec une suite de Pierre BÉGUIN: *L'histoire récente (1928-1980)*, Lausanne, 1980. MARTIN 1980
- Roland RUFFIEUX, «Esquisse d'une méthode d'analyse quantitative de la presse dans les campagnes référendaires en Suisse», in *Mélanges Marcel Bridel*, Université de Lausanne, 1968, pp. 461-490. RUFFIEUX 1968
- Roland RUFFIEUX, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Lausanne, 1974. RUFFIEUX 1974
- Roland RUFFIEUX, «L'Union syndicale dans la société helvétique», in *Un siècle d'Union syndicale suisse*, Fribourg, USS-Office du Livre, 1980. RUFFIEUX 1980
- Peter SZEKENDY, *Das gespaltene Wallis*, Seminararbeit Staatsrecht, Berne, 1988. SZEKENDY 1988

┌
Journaux choisis :

Le Nouvelliste valaisan, conservateur «progressiste», Saint-Maurice.

La Patrie valaisanne, conservateur «traditionnel», Sierre.

Walliser Bote, conservateur «traditionnel», Viège.

Walliser Volksfreund, conservateur chrétien-social, Brigue-Naters.

Le Confédéré, radical-libéral, Martigny.

*Le Peuple valaisan*¹⁸⁸, socialiste, Lausanne puis La Chaux-de-Fonds.

■
¹⁸⁸ La situation particulièrement difficile de ce parti, obligea ce dernier à changer à plusieurs reprises le titre et le lieu d'impression de son journal durant l'entre-deux-guerres.

NV

PA

WB

WV

CONF

PEU